



LA MER MÉDITERRANÉE: COUTURE OU COUPURE ?

22 octobre 2014

**Société
d'Encouragement
pour l'Industrie
Nationale**

4 Place Saint-Germain
des Prés, 75006 Paris
9h-18h

« La Méditerranée c'est mille choses à la fois. » (F. Braudel)

L'Europe et les pays méditerranéens sont liés par l'histoire, la géographie, la culture.

À la croisée de l'Afrique et de l'Europe, la mer Méditerranée présente des enjeux politiques et économiques complexes, questionnant plus que jamais son rôle d'interface. La *Mare Nostrum* est-elle alors une couture, un espace d'échange ou seulement une coupure entre deux espaces géographiques distincts et inégalement développés ?

Sommaire

Session introductive

Christine Zanin, Directrice UMS RIATE - page 3

Olivier Mousson, Président de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale - page 4

Présentation du projet ESPON ITAN

Pierre Beckouche, Coordinateur du projet, Enseignant-chercheur Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - page 4

Transport / développement urbain

Xavier Moiroux, Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise - page 8

Environnement / Eau

Fadi Comair, Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Électriques au Ministère de l'Énergie et de l'Eau, Ministère de l'Énergie et de l'Eau à Beyrouth - page 11

Débats : Les visions de l'Europe dans le Monde et la coopération transméditerranéenne

Claude Grasland, Professeur de Géographie, Université Paris 7 Denis Diderot - page 15

Gilles Van Hamme, Chercheur à l'IGEAT, Université Libres de Bruxelles - page 18

Agriculture / Sécurité alimentaire

Pascal Bergeret

Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier - page 24

Energie

Houda Allal

Directrice Générale de l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie - page 26

Migrations / Mobilités

Serge Weber

Maître de conférences, Université Paris-Est Marne-la-Vallée - page 30

Serge Telle

Délégué interministériel à la Méditerranée (DiMed) - page 34

Débats, conclusions et perspectives - page 26

La Mer Méditerranée : couture ou coupure ?

Sessions introductive

Christine Zanin, directrice UMS RIATE

Mesdames et messieurs, chers conférenciers, chers participants et chers collègues, je commencerais par me présenter, je suis Christine Zanin, directrice de l'UMS RIATE, et avec toute l'équipe de l'UMS RIATE je tiens à vous remercier de votre présence aujourd'hui à cette conférence qui est organisée par le point ESPON ORATE en France sur le thème de la coopération en Méditerranée. Le RIATE est une unité de service du CNRS. Le RIATE a pour vocation d'enrichir les connaissances de l'Europe en analyse spatiale et en cartographie. Notre travail s'adresse tant aux chercheurs qu'aux organismes opératoires. Je vous invite à aller sur le site du RIATE où vous trouverez les détails de nos travaux pour tous les projets que nous avons réalisés (ex). Une autre activité du RIATE est d'être le point de contact du programme européen ESPON, qui a pour vocation de comprendre et mettre en valeur les principales tendances du territoire européen en regard des objectifs fixés par l'Europe. Le tout est en lien avec une forte dimension territoriale. Même si l'aire d'étude reste l'Union Européenne, dès 2004 nous avons cherché à dépasser les limites européennes afin d'amener ces problématiques sur un terrain un peu plus large. En témoigne le travail mené de 2004 à 2006 sur le projet Europe in the World. Les problèmes sur le voisinage et le projet de grande région que constitue l'UE et ses voisinages se construisent. C'est dans cette optique que nous organisons cette étude. Ces projets sont le résultat d'un très long combat. La tentation du repli de la réflexion sur la seule Europe est très forte. L'Europe ne peut pas se permettre de faire l'économie d'une coopération avec ses voisins. La coopération décentralisée est une bonne façon de faire marcher l'Europe quand les pays rencontrent des ralentissements diplomatiques. Cela est aussi valable dans de grands domaines : énergie solaire, développement durable, développement du réseau électrique au sud de la méditerranée, accès à l'eau, migrations et challenge démographique nous interrogent sur la place de l'Europe dans le monde. C'est là que réside l'intérêt d'une cartographie et d'une collecte de données harmonisée à l'échelle intra-nationale pour permettre une vision harmonisée et commune de la Méditerranée. La Méditerranée est une zone éclatée sectoriellement mais aussi

géographiquement. Il nous faut donc pour répondre aux enjeux, des analyses portant sur toute l'aire géographique. C'est le parti pris par le projet ITAN (Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods). Je laisse le soin à mon collègue Pierre Beckouche de vous le présenter. Je tiens à remercier Jean-Louis Guigou, monsieur Serge Telle et la Direction Interministérielle à la Méditerranée pour sa participation active. Je remercie également Olivier Mousson, président de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, pour son accueil dans ce lieu. Je remercie tous ceux qui nous ont fait part de leur soutien mais qui ne peuvent pas suivre cette journée.

Olivier Mousson, Président de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale

Juste un petit mot. Je voulais vous souhaiter la bienvenue et vous dire qu'on est heureux de vous accueillir. Première association de France, créée en 1801, notre société a pour vocation d'encourager les entrepreneurs. Je suis un européen convaincu. Au XIXème siècle la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, par ses contacts avec les autres pays d'Europe, a participé grandement à la communication entre les entrepreneurs. Nous pensons que le prochain défi ce sont les relations entre l'Europe et le Sud. Je voudrais faire une référence à un ouvrage de 2001, de ..., qui montre que le problème essentiel c'est la Méditerranée. C'est totalement d'actualité. Nous nous intéressons à un réseau avec les entrepreneurs et les décideurs du nord et du sud, et nous avons monté un programme avec le continent africain. Je vous souhaite un excellent travail. Merci à tous les contributeurs. Bonne journée.

Présentation du projet ESPON ITAN

Pierre Beckouche, Coordinateur du projet, Enseignant-chercheur Université Paris I Panthéon Sorbonne

Je vais vous présenter les résultats d'ITAN. ITAN c'est la réponse à un appel d'offre ESPON, un programme qui dure depuis 3 ans. C'est le premier programme entièrement consacré au voisinage. C'est 150 000€. C'est la première fois que nous avons eu de l'argent pour travailler sur le voisinage. Pour arriver à cela, il a fallu des années pour expliquer à ESPON que pour comprendre le programme européen, il faut étudier les voisins. Je ferais référence à Claude Grasland pour qui « les interactions entre le voisinage et l'Europe sont indispensables ». ITAN sert à 2 choses. D'abord c'est un outil d'analyse des territoires, de tous les territoires (voisinage du sud et de l'est). Ensuite c'est un outil de représentation. Il faut se mettre dans l'idée que les

grands organismes qui travaillent sur l'Europe n'ont pas de représentation. En termes de cartographie, de vision du monde, il y a très peu de cartographie de l'UE et de l'ensemble de son voisinage. J'ai mis sur cette carte la fameuse banane bleue qui était la première représentation de l'Europe à 9. A partir des travaux des premiers géographes, nous nous sommes mis à faire une représentation de l'ensemble de l'Europe. Il faut parler européen et expliquer aux européens que c'est leur intérêt de parler de « grande région européenne ». Je vais donc expliquer pourquoi ESPON a lancé cet appel d'offre sur les territoires de voisinage et je présenterai ensuite quelques premiers résultats sur le programme, mais aussi ce qui reste à faire.

D'où on part ? Depuis peu, la cartographie de la politique de voisinage se répand dans les commissions. Il est clair que la politique de voisinage existe. Quand on regarde la DG AGRI, elle découpe le monde en 5 grandes aires géographiques dans des catégories qui lui sont propres avec notamment un voisinage oriental qui comprend l'Asie centrale. La DG AGRI fait des cartes remarquables mais très euro-péo-centrées. Idem pour la DG énergie. La DG TEN-T supprime l'Afrique du Nord. Une partie du Proche Orient est même inventée. Chez nous, en France, au Ministère des Affaires étrangères, un atlas a été mis en place. Il est très bien fait, mais cette cartographie interactive raisonne en termes de continents. Vous me direz, ce ne sont pas des spécialistes ? Nous avons des spécialistes dont chacun a sa cartographie. Eux travaillent sur la région. Chacun apporte quelque chose. Tout cela n'aide pas à la consolidation d'une vision globale sur la région. En 2011, ESPON a lancé un appel d'offre. Le grand intérêt était le *monitoring* territorial du projet. Pour investir de l'argent au sud de la Méditerranée, on peut parler de budget mais aussi faire des choses pratiques. L'UE a besoin de savoir quels sont les territoires qui ont besoin d'aide.

ITAN a deux hypothèses simples : nous parlons aux décideurs européens, et nous essayons de transmettre des messages simples. Le premier c'est le terme de « région » : la globalisation a créé des régions et il faut s'habituer à lire l'Europe et le voisinage comme une seule région. A l'intérieur de la communauté ESPON, il y a des gens convaincus de ça mais c'est une minorité. Deuxième hypothèse, c'est que ces voisinages présentent plus d'opportunités que de menaces. Les 3 objectifs du projet sont les suivants : avoir une visibilité d'ensemble de la région, construire une base pour nourrir cette représentation cartographique (si on veut agir dans le long terme, il faut une base costaute), enfin, faire de la présentation et proposer des solutions devant un consortium qui associe des élites européennes, mais aussi des chercheurs du voisinage. Il a fallu se battre pour qu'on donne des moyens à des chercheurs non européens, mais pour travailler sur le voisinage il faut travailler avec le voisinage. L'ensemble du projet a été dirigé de manière admirable par des spécialistes des bases de données.

Avec ITAN, nous donnons le début d'une représentation intégrée de la « Grande Région ». Par exemple ici, l'évolution de la démographie tord le cou aux fantasmes : il y a une forte convergence rapide entre Afrique du nord et Europe de l'ouest. En revanche, c'est vrai, il y a une zone de contact entre Europe du sud-est et Proche-Orient. La Turquie joue quand même un rôle de pont. Autre vision d'ensemble, la vision des réseaux énergétiques, car il y a des enjeux communs. La carte de la connexion des systèmes de transports a montré qu'on pouvait étendre les outils dont nous disposons au voisinage. Le travail d'ITAN a été d'élargir cette carte au voisinage. C'est un SIG qui permet en tout point du territoire du voisinage de savoir où on est et de faire des analyses de développement territorial. Autre exemple, la carte de l'accessibilité, avec le nombre de personnes accessibles en 3h de transport.

Un autre apport d'ITAN a été de présenter des indicateurs composites, de synthèse, qui donnent ici l'ouverture internationale des territoires, sur la base des ports et aéroports internationaux et des investissements étrangers. On voit à quel point la grande région d'Istanbul est ouverte, comme l'Égypte, et le caractère modique de l'ouverture internationale dans l'Afrique du Nord. Autre indicateur synthétique que nous avons développé : un indicateur de développement humain. C'est un indicateur composite utilisé par les bases de données internationales sur la base de plusieurs critères : espérance de vie, PIB, éducation. On l'a fait à l'échelle du voisinage et on est capable de donner un indicateur de développement du voisinage. En Méditerranée, on voit les disparités régionales fortes de pays ayant les principales disparités. La Turquie est un pays extrêmement important. Il s'y passe des choses extrêmement vives. Avec ce genre d'indicateurs de développement, on peut croiser les modalités. Nous avons aussi fait une carte avec les clusters. Les clusters sont plutôt situés dans les zones où l'indice de développement est fort. Ce n'est donc pas un facteur inclusif de développement. On a utilisé les données Alima sur les investissements étrangers. On voit qu'on a des investissements dans les secteurs de pointe. On peut voir que c'est peu inclusif et très centré sur Israël, Istanbul, Rabah, Casablanca. Quand on regarde l'ensemble des investissements, on a l'idée d'une diffusion importante qui nous a surpris. On peut tenir des discours sur l'impact des IDE qui sont renouvelés avec ces bases de données cartographiques. Nous avons également croisé la base de données des IDE avec les indices synthétiques que nous avons développés. A droite, une série de territoires du voisinage méditerranéen se développent sans aucun investissement étranger : il y a une équation entre le développement local et la perception des investisseurs internationaux.

Là où on est moins bons c'est sur l'environnement. Collecter les données sociales et économiques a été un travail gigantesque et nous ne sommes pas au bout des

indicateurs classiques. Nous avons fait cependant une carte sur l'accès à l'eau potable. On peut faire des croisements qui enrichissent considérablement l'enseignement de ces cartes et on est capables de le faire pour tous les voisinages européens. Il y a toutes sortes d'informations sur la Méditerranée dont on n'est pas capable d'évaluer la portée, car tous les systèmes statistiques ne sont pas harmonisés.

Un autre développement d'ITAN porte sur les médias. Quand on voit le rôle de la cartographie, les médias sont importants. On a emprunté des données montrant la façon dont les journaux européens traitaient du voisinage. On a pris deux types de journaux : les journaux généralistes (*Libération* pour la France) et les journaux spécialisés (*La Tribune*). Les journaux généralistes parlent beaucoup du voisinage, mais pas les journaux spécialisés. Il y a un retard en France quand on compare à l'Allemagne ou à certains autres pays européens. Tout ce travail a été possible parce que nous avons fait deux choses. D'abord, il a fallu bâtir le fond de carte avec la difficulté majeure de se fonder sur un découpage pertinent. Or pour le Maroc ce découpage change tout le temps. Il faut donc une gymnastique infinie d'adaptation, qui donne un travail énorme. Il faut mettre au point des coopérations internationales permettant d'assurer le suivi des changements de découpages territorial. Nous voulons que ces découpages soient pertinents pour les pays. L'échelle de ce découpage en NUTS est assez grossière. C'est trop large. Il faudrait une échelle beaucoup plus fine notamment pour analyser la question urbaine. Ces seuls découpages ont pris 3 ans. Il y a un énorme travail à faire. Tout cela a été possible car nous avons bâti des bases de données avec des contraintes importantes, une tâche qui n'est en réalité pas du ressort de la recherche. Il reste des choses à faire mais les chercheurs ne peuvent pas tout faire tous seuls. Il reste surtout trois choses essentielles à faire : poursuivre l'acquisition et la modélisation des données sur l'environnement et la santé ; faire un schéma du développement de l'espace de voisinage. En Europe dans les années 1990 il a fallu un projet européen pour avoir une vision partagée de l'aménagement, qui s'appelle aujourd'hui l'agenda territorial. Il faut faire pareil pour les voisinages. L'Europe n'a pas de schéma général d'aménagement du territoire. Il faut convaincre les acteurs européens de l'importance de cette affaire. Il faut donc que vous nous aidiez à convaincre Eurostats de lancer une coopération internationale avec les instituts nationaux de statistiques pour faciliter l'harmonisation et rendre possible la comparabilité. Medstats est un projet qui a déjà été mené et consiste à harmoniser les données macro-économiques entre l'Europe et les pays méditerranéens. Mais si on veut aller plus loin, il faut des données locales comparables, à confier à des instituts importants. Nous avons organisé deux restitutions des résultats d'ITAN à Barcelone et à Bruxelles, mais Eurostat sera seulement présent à Bruxelles.

Questions :

Ce qui est important c'est de sortir du cas d'espèce. Tout est particulier. Je pense qu'avec les cartes plus on élargit les enjeux, plus on sort de ce face à face et plus il est appropriable par les acteurs. Effectivement il faudrait faire toute la région méditerranéenne pour que cela soit appropriable.

J'ai retenu deux choses de votre présentation. D'abord, la difficulté d'évaluer la portée des résultats et des indicateurs que vous illustrez, et ensuite le problème de la communicabilité des résultats. Sur la base de la présentation, ne faudrait-il pas prendre en compte des données plus politiques de développement ou de gouvernance qui vont donner des explications du grossissement d'un point ou d'un point de réseau dans vos différentes cartes ? Concernant la difficulté de cartographier les données environnementales, je me demande s'il est possible d'accéder à d'autres travaux qui sont déjà disponibles, par exemple de la Commission sur la diversité biologique. L'agence européenne a énormément travaillé sur cela, et pas uniquement sur l'Europe. Ces bases de données sont accessibles. Concernant les investissements, vous avez tenu compte des flux d'investissement de l'Europe vers le voisinage mais la base de l'OCDE peut permettre de rendre compte d'un certain nombre de choses plus poussées. *C'est difficile de cartographier, on est plutôt dans la question de la représentation cartographique classique. Il faudrait réfléchir à des représentations différentes. On est dans une phase de communication, on a un tsunami d'infos. Les analyses européennes sur la région de la mer Noire sont très intéressantes, mais il y a toutes sortes de choses qui existent. Ce qu'il faut, c'est consolider, avoir des outils de convergence de l'information. Les voisinages sont importants pour l'énergie et l'aide au développement aussi.*

Transport / Développement urbain

Xavier Moiroux, Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise

Je suis Xavier Moiroux, de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise. Je vais vous parler essentiellement de la question portuaire pour deux raisons. D'abord parce que l'agence a réalisé un atlas des infrastructures portuaires de la Méditerranée. Ensuite parce que la question des ports est un bon vecteur de compréhension des échanges entre le nord et le sud. J'essaierai de vous parler un peu plus du programme de l'UE sur la question.

Cet atlas est une étude qui a été commanditée par un certain nombre d'acteurs à Marseille : le CNI (centre d'intégration méditerranéenne de Marseille (dépôt et consignations...)), le ministère des transports et les SEM d'aménagement. L'idée était de savoir ce qui était en train de se jouer au sud de la Méditerranée dans le domaine

portuaire. Il y avait de nombreux changements. L'idée était de comprendre le système portuaire méditerranéen et la place du sud dans ce système, mais aussi de comprendre la relation ville-port-territoire, comment gérer la place du port dans le territoire et les problèmes de projets urbains sur les façades portuaires.

D'abord, il faut faire le point sur le transport maritime en Méditerranée. La démarche de l'atlas s'est faite en deux temps : un état des lieux sur les trafics portuaires en Méditerranée, avec un échantillon de 50 ports sur 10 ans, aux différents types de trafics ; ensuite un rapport de mission. Le contenu du diagnostic a consisté en diverses fiches pour une trentaine de villes identifiées, avec des thèmes : stratégie de développement, interface ville-port, ports et territoires, système portuaire en méditerranée. Les objectifs : mieux comprendre les relations entre port, ville et territoire ; mieux appréhender les ports du sud dans le système de la Méditerranée, construire un outil permettant d'échanger sur les bonnes pratiques entre ville portuaire....

Ce qu'il faut comprendre c'est que la Méditerranée c'est 30% du commerce maritime mondial, et 20% du trafic pétrolier. C'est un espace très important à l'échelle mondiale, mais c'est un espace qui est majoritairement voué au transit, et c'est très important. Si on prend le secteur des marchandises générales, 75% des marchandises ne s'arrêtent pas en Méditerranée, en particulier la sidérurgie. Deuxième élément, le trafic de marchandises est très faible entre le nord de la Méditerranée et le sud, puisque sur 100% de marchandises générales, 7% seulement sont échangées entre nord et sud. Sur les deux cartes présentées, on voit bien que ces trafics portuaires profitent beaucoup plus à l'Europe du Nord qu'à celle du Sud. Pour ce qui est des trafics méditerranéens, on s'aperçoit que l'Europe du Nord échange plus avec le sud que l'Europe du Sud (10% des échanges entre Pays du Sud et de l'Est Méditerranéen et Europe du nord). Alors si on regarde la carte de la méditerranée on se rend compte qu'au nord on a un hub qui travaille très peu avec la Méditerranée. Si on fait abstraction de ces hubs qui représentent une forte part du trafic on se rend compte que finalement les échanges sont assez faibles hors de ceux-ci. C'est quand même une mer qui voit circuler des hydrocarbures : 493 millions de tonnes s'échangent, soit 20 à 25% du trafic pétrolier mondial, avec 200 millions de tonnes qui transitent par l'Égypte, 100 millions de tonnes de la Mer Noire vers Algérie, 100 millions de tonnes vont vers l'Afrique du Nord en général. Les enjeux de sécurité sont très importants et peu pris en compte. Si on fait la différence entre le trafic méditerranéen global et trafic intra-méditerranéen, on se rend compte que la part des marchandises générale est plus importante dans trafic méditerranéen global en tonnage et en capacité (hydrocarbures 31% en capacité, 24% en tonnage), mais que dans le trafic intra-méditerranéen, il y a

une forte domination des hydrocarbures : 57% d'hydrocarbures en capacité, contre 15%. Si on ne garde que le nord et le sud de la Méditerranée, on atteint les deux-tiers des hydrocarbures. Le résultat est que si on enlève le trafic des hubs, c'est-à-dire 60 millions de tonnes, on a un échange globalement intra-méditerranéen de 20 millions de tonnes de conteneurs. C'est une masse très faible. Ces échanges sont assez faibles.

Sur cette représentation des ports du nord et du sud, la première chose à dire c'est qu'il y a une asymétrie : 30% du trafic au sud et 70% au nord. Sur les conteneurs, avec les chiffres de 2010, on voit que le trafic de conteneurs est plus développé sur la Méditerranée orientale que sur la Méditerranée occidentale. Les principales évolutions c'est d'abord la forte montée en puissance de la Méditerranée orientale avec la Turquie qui multiplie son commerce extérieur par 8 (...), le Portugal qui remonte de 264%. Deuxième élément, l'Égypte est passée devant l'Algérie et a doublé son trafic entre 2001 et 2009. L'évolution des infrastructures joue aussi un rôle. Les hubs formés par les ports de transbordements situés sur les routes Asie-Europe-Amérique sont créés ; à partir de ces plateformes ils vont soit être des navires-vidéurs soit des navires-relais. Ces hubs se développent dans les années 1990 en Europe du sud. Le premier est Gioia Toro, suivi d'Algésiras, Malte. Depuis on a l'émergence de deux grands ports d'eaux profondes dans le Sud: Port Saïd, avec la première extension en 2005, de 600 000VP à 3,9 millions de VP en 2011-2012 ainsi que le nouveau port d'Istanbul créé en 1996. On voit l'importance du rôle des routes, avec près de 100 000 navires sur Gibraltar.

Les grands ports de la Méditerranée sont bien placés à l'échelle mondiale. Dans les douze premiers ports, on trouve des ports de Méditerranée du sud avec par exemple Alexandrie ou Chypre. Parmi les 20 premiers ports de conteneurs, on trouve 11 ports du sud, dont certains sont dans les 7 premiers. Les évolutions montrent qu'Israël, l'Égypte, la Turquie ont des rôles très importants dans ce développement. Les préconisations du Plan Bleu ont souligné la vocation d'avenir de ces ports tout en encourageant le développement d'un maillage entre les différents ports plutôt que la création de nouveaux hubs.

La représentation des lignes intra-méditerranéennes montrent que les ports qui se détachent sont ceux qui regroupent le plus de services : Tanger-Algésiras 30 services, Marseille-Tunis 12 services, Gênes 8 services, Turquie-Trieste (15 services). On observe aussi ce qui se passe entre Chypre, Israël. Si on regarde les routes intra-méditerranéennes des portes conteneurs (entre 4 millions BP et 38 millions tonnes), on voit l'importance de la Méditerranée orientale (61% du trafic conteneur intra-méditerranéen, 21% pour le Maghreb). On retrouve aussi l'importance du tonnage, avec 3,3 millions sur la Turquie et le sud de l'Europe.

En ce qui concerne les opérateurs globaux dans les ports des PSEM, les trois premiers ports regroupent 30% du marché. Les investissements montrent que quatre grands projets structurants sont en cours, avec d'abord Port Saïd, mais aussi trois autres projets structurants en Turquie (Mircim avec l'objectif de 12 millions BP de conteneurs en 2030 ; Benefica et Djen Djen). Sur Istanbul des investissements sont aussi en cours mais ce sont des investisseurs privés et il y a un problème d'accès à la donnée. Maroc Tunisie Turquie Israel ont la majorité en valeur des exportations.

Quels sont les enseignements des missions ? Pour les ports en eaux profondes, c'est un grand succès pour La Turquie, le Maroc, Chypre, avec une grande différence dans la gestion, avec une forte initiative publique mais une absence de planification. Les exigences sont lourdes. Le modèle turc a une forte efficacité mais l'aspect socio-environnemental n'est pas maîtrisé. La desserte ferroviaire reste mauvaise ce qui crée des contraintes à l'urbanisation et au développement. Deux modèles différents sont en place en Algérie et en Tunisie : ces pays n'ont pas réussi à passer le cap du port en eau profonde, notamment car ils ont fait un choix de modèle économique qui ne passe pas forcément par là. Maroc et Tunisie ont pu faire le choix d'un financement 100% privé, mais qui a tardé, et la révolution a ralenti les projets, d'autant que les localisations n'étaient pas forcément optimales. Il y a beaucoup d'à-coups mais aujourd'hui les projets sont relancés. L'Algérie a deux projets concurrents : Djen-Djen (terminal 1 inauguré l'année dernière), mais les problèmes de positionnements économiques et spatiaux font que le décollement n'a pas encore eu lieu. C'est un port situé à 60 km de Constantine qui dès 2007 rassemble un certain nombre d'acteurs privés. L'Etat algérien n'a pas voulu s'engager.

Réponse à une question de la salle concernant la question des céréales : Les céréales rentrent en compte. Beaucoup d'enjeux pour les ports de pêche. Un enjeu important sur le Maghreb. Sur la valeur ajoutée, oui, c'est des choses complexes. Sur l'emploi on a essayé d'avoir beaucoup d'éléments, mais c'est vrai qu'on n'a pas été jusqu'au bout.

Environnement / Eau

Fadi Comair, Directeur général des ressources hydrauliques et électriques, Ministère de l'Energie et de l'Eau à Beyrouth

Je voudrais tout d'abord remercier les organisateurs de m'avoir invité pour présenter ce thème de l'eau en Méditerranée. Jean-Louis Guigou, Pierre Beckouche, Hervé Lainé, Jeanne Pretot. On a tous contribué ensemble sur la stratégie de l'eau, qui n'a pas vu le jour à cause des problèmes politiques. Nous allons aujourd'hui vous présenter

quelques projets dans ce cadre-là. Tous ces experts ont pensé que le Moyen-Orient apparaissait très complexe à cause de problèmes politiques, ethniques, religieux mais aussi des problèmes de l'eau liés aux bassins transfrontaliers. Les ressources en eau se trouvent au centre de l'actualité de cette région. Actuellement la région connaît un transfert énorme de population, avec l'accueil d'1,5 millions de Syriens par le Liban, alors que la population libanaise compte 4 millions de personnes. La Turquie a accueilli le même nombre de syriens. Si on compare la superficie des deux pays, c'est un nombre énorme pour le Liban. De fortes pressions sont liées à ce transfert, mais aussi à la qualité de cette ressource, à la disponibilité de cette ressource qui devient de plus en plus rare. Dans le projet de cartographie, si on compte lancer ces cartes de grande envergure dans le domaine de l'eau, il va falloir prendre en compte les spécificités des régions. Nous avons en Méditerranée des régimes pluviométriques très différents selon les pays, des ressources vulnérables et inégalement réparties. Le bassin du Jourdain a une forte pluviométrie qu'on ne trouve pas en Israël et en Palestine. L'économie locale, qui est basée sur le tourisme ou l'agriculture, consomme énormément d'eau aussi. Il va falloir lier la croissance démographique à la gestion de la demande au niveau de chaque pays mais aussi des bassins transfrontaliers. D'autres nécessités existent: la pollution, les gaspillages sont importants du fait de l'agriculture classique et des méthodes d'irrigation, les responsabilités dans la gestion (l'AGIR n'existe pas encore à part dans quelques pays) et les compétences sont insuffisantes. Il y a donc la nécessité de lancer des programmes de formation. La ressource en eau présente une opportunité pour les responsables d'un bassin. Elle permet de traiter les multiples usages de l'eau tout en traitant les conflits potentiels. On peut faire deux choix de gestion : une gestion par coopération ou une gestion par conseil sécuritaire. Cette deuxième solution est appliquée en Turquie, en partie sur le bassin du Jourdain. Il va falloir assurer les besoins en sécurité alimentaire. Pour se lancer dans une cartographie SIG sur l'eau, il faut penser à la démographie et à la sécurité alimentaire, et favoriser le développement d'une politique économique au niveau des bassins. Ce fut l'objectif de l'Union pour la Méditerranée. Pour les négociateurs, on a pu dégager un classement à 4 niveaux sur les bassins transfrontaliers : pays à faibles revenus mais avec une ressource en eau abondante ; pays à faibles revenus mais avec une faible ressource en eau ; pays à forts revenus et à forts potentiels pour la ressource en eau ; enfin, pays à forts revenus mais avec une ressource en eau au faible potentiel. Il y a donc une solution politique et diplomatique, mais aussi une solution technologique que nous avons développée avec le logiciel Strat'eau.

Le concept de l'hydrodiplomatie figurait dans la stratégie méditerranéenne de l'eau, visant à créer une dynamique de développement économique. L'objectif de ce concept

était de créer et assurer pour les générations futures une quantité d'eau sécurisée. C'est la raison pour laquelle nous avons classé les bienfaits en 4 groupes :

- bienfaits environnementaux et économiques directs, tels que la construction d'un barrage qui pourrait bénéficier de l'électricité hydroélectrique comme dans le bassin du Jourdain. Il s'agit de gérer l'eau mais aussi exporter de l'électricité aux autres pays
- Bienfaits à la stabilité politique et bienfaits économiques indirects, liés au tourisme et aux activités économiques. Dans le sillage de l'hydrodiplomatie, afin de trouver des solutions pour les pays niveau 3 (faibles ressources en eau, mais revenus fonciers importants), on pourrait envisager de combiner l'eau douce et l'eau fraîche avec l'eau conventionnelle pour sécuriser la ressource. Il va falloir travailler sur des ossatures légales telles que l'on fait la France et les USA en 2007 ou encore prendre modèle sur la directive-cadre sur l'eau de l'UE.

Si on compte appliquer ce concept sur le bassin du Moyen-Orient on va passer d'une situation naguère perdant-gagnant à une situation gagnant-gagnant. Ce fut le cas sur le plan économique avec 2 projets de barrages qui vont voir le jour et exporter de l'électricité à la Syrie ou à d'autres pays. Sur le sujet de la Grande Rivière, il faut aider le Liban et la Syrie pour développer l'irrigation et l'eau potable. Dans le bassin du Jourdain il y a un blocage diplomatique. Ce bassin est partagé par 5 pays ; la source du Jourdain est au Liban. Ce bassin traverse le Liban, la Jordanie, la Palestine, Israël, la Syrie pour atterrir en mer Morte. C'est une importante source d'eau pour ces pays mais malheureusement ces pays souffrent d'un stress hydrique majeur à cause du manque de coopération. La cartographie montre qu'il y a eu un conflit entre Liban et Israël sur un bras du Jourdain, conflit résolu en 2002 par les Nations-Unies : le Liban gère la ressource en eau pour les pays en aval avec un barrage.

Mais il y a d'autres problèmes sur cette zone. Par exemple avec les Hameaux de Chebas : la Syrie proclame que c'est un territoire syrien, mais le Liban a spécifié que c'est une zone libanaise. Le second problème est le conflit sur le plateau du Golan ; enfin le conflit entre Jordanie et Palestine lié à la convention d'Oslo qui n'a pas instauré l'idée de « partage équitable ». La nouvelle masse d'eau mobilisant les eaux du Jourdain pourrait générer 4 millions de m³ supplémentaires. De même, le projet mer Rouge-mer Morte devrait générer 1 milliard de m³ d'eau par an. L'eau de dessalement d'Israël pour mobiliser les sources d'eau marine représentent 200 millions m³. Ce volume pourrait être restitué entre les pays pour restituer aux territoires arabes les territoires occupés en 1976. Le second bassin qui pose question c'est le système du Tigre et de l'Euphrate. Malheureusement ce qui se passe actuellement en Syrie et en Irak complique les négociations entre ces deux pays et la Turquie. Cette dernière a le

robinet du Tigre et de l'Euphrate tandis que les autres pays ont une faiblesse politique pour négocier à cause des problèmes religieux. Les arabes considèrent que la Turquie tient d'une main de fer ce bassin et impose une gestion quasi militaire. Le bassin du Nil est aussi un bassin compliqué. Les pays qui se le partagent voient trois points cruciaux : la hausse rapide de la démographie, les grandes périodes de sécheresses, le partage inéquitable de l'eau (partage de 1979, avec Egypte et Soudan).

De quels outils technologiques dispose-t-on ? Nous avons besoin de systèmes intégrés d'information qui permettent d'identifier les risques et de suivre les évolutions. Cela nécessite des outils de base : il faut d'abord créer une base nationale pour chaque pays, puis pour chaque bassin transfrontalier. Il va falloir assurer la gestion de ces outils. Plusieurs outils sont utilisés, dont Strat'eau. C'est un outil présenté dans le cadre de la commission interministérielle de l'Union Pour la Méditerranée. Cet outil d'analyse et de prospective est destiné à tous les pays méditerranéens, et il a été conçu pour les décideurs, pour satisfaire la gestion de la ressource. Ce deuxième volet, couplé à l'hydrodiplomatie, va nécessiter de penser aux besoins en interne de formation et d'information. Ces besoins ont abouti au CIME, dont le siège serait à Beyrouth : il permettrait la formation des leaders de l'eau mais aussi des utilisateurs de l'eau. Comment établir un schéma directeur général pour l'eau dans le pays ? Les objectifs sont : comment améliorer les connaissances ? Comment former les acteurs de terrain ? C'est un projet très important que nous appuyons au niveau national. On souhaiterait être des acteurs principaux et aussi vous aider à établir les cartographies de l'eau, de l'alimentation et aussi de l'éducation qui est un secteur très important pour la Méditerranée.

Questions

On parle souvent des approches historiques, vernaculaires des usages, on a toujours en conscience qu'il se passe des choses : avant on économisait l'eau par souci, par besoin. Ne serait-il pas utile de cartographier ces usages parcimonieux de l'eau qui existent déjà ? *Cette question rejoint le concept de gaspillage qui est au centre de la question agricole. Malheureusement cette agriculture repose sur les technologies anciennes. D'où l'intérêt de montrer sur la rive nord les disparités avec le sud : le pourcentage de recours à l'irrigation vernaculaire est de 56% au Nord et de 80% au Sud. Il est nécessaire qu'une mobilisation de financements énormes destinés aux agriculteurs (microcrédit, aide des banques) soit mise en place car le passage à une irrigation plus développée nécessite des fonds énormes.*

Pourriez-vous nous expliquer la signification de l'expression « partage équitable » ? Est-ce la récupération des coûts ou des critères plus accentués par rapport aux besoins, liés à la demande démographique ? Sur quels critères ce concept est-il basé ? *C'est une question très intéressante. Appliquer cette notion sans recours aux outils technologiques est difficile. Il va*

falloir redresser la situation entre pays riverains et travailler non seulement sur un partage de volume mais aussi de projet. La composante technologique s'ajoute à ce concept. Avec les pays du sud qui se partagent le bassin du Jourdain, si Israël a un rendement des réseaux de 80% et les pays arabes de 50% il va falloir aider les pays arabes. Il va falloir ensuite imposer un concept : tous les pays riverains devraient utiliser 200 litres par jour par personne. Et non pas comme c'est aujourd'hui, plusieurs centaines de litres par personne et par jour en Israël et 30 litres pour la Palestine par exemple. Cette notion s'applique aussi sur l'irrigation. Si on consomme dans certains pays 10 à 13000 m³ par hectare, d'autres pays sont à 6000 m³ par hectare : comment harmoniser les rendements ? Cela nécessite des technologies, des ressources financières. Il faut faire un partenariat privé-public.

Débats

Visions de l'Europe dans le Monde

Claude Grasland, Professeur de géographie, Université Paris 7 Diderot

Bonjour à tous ! Pierre Beckouche a expliqué que le combat pour intéresser l'UE à la Méditerranée est un combat de plusieurs années ou décennies. Quand il a commencé, le travail était de montrer l'intérêt pour l'UE de travailler avec le voisinage. On voulait montrer qu'au fond, fonctionnellement, l'Europe va plus loin que ses limites. Pourquoi le politique ne suit pas ? On en a fait la preuve et pourtant ça bloquait. Il y a un troisième élément qu'il faut appliquer : la représentation mentale. Le blocage peut avoir un aspect mental. J'ai essayé de le creuser dans un projet européen (*Eurobroad map*), qui portait sur l'appréciation de l'Europe et des voisinages. Les enquêtes ont été faites en 2008-2009 sur 10 000 étudiants dans 3 villes de 18 pays. On voulait avoir l'idée de comment ces étudiants qui avaient 21 ans à l'époque, âge où commence une réflexion sur la place dans le monde, voyaient le monde. Les résultats sont accessibles sur le site de l'UMS RIATE Subjective mapper.

La première étape a consisté en un fond de carte, sur lequel on demandait aux étudiants de tracer la limite de l'Europe, leur limite de l'Europe. Le résultat est un peu déprimant pour la journée d'aujourd'hui. Sur les cartes de droite, les tracés des étudiants belges montrent qu'il peuvent hésiter à l'est, mais pas au Sud. En Méditerranée la coupure est quasiment systématique. Les suédois sont un peu plus osés, mais ils mettent toujours une coupure au sud. Les portugais et les maltais ont à peu près les mêmes découpages (avec une incertitude à l'est, mais une certitude au sud). Les turcs hésitent à se mettre dans l'Europe, idem pour les roumains. On fait le même constat en matière de limite est et sud. Les camerounais et les russes ont un point commun : ils vont très à l'est. Les russes s'incluent dans l'Europe. Dans les

manuels camerounais, l'Europe va de l'Atlantique à l'Oural ce qui peut expliquer ce résultat. Les indiens et les chinois ont des styles de tracés différents, mais présentent les mêmes résultats. Quels que soient les pays du monde, il y a des variantes à l'est mais pas au Sud, tout au plus le trait passe au Nord ou au Sud de la Méditerranée. On peut se demander si la question est bien posée. En effet, elle postule que l'Europe existe.

Nous avons ensuite demandé aux étudiants de représenter leur découpage du Monde en 2 à 15 régions. L'Europe n'est pas forcée d'apparaître, mais la Méditerranée peut apparaître. Le travail qu'on a fait est qu'on a regardé où les étudiants mettaient leur pays, et quel nom avait cette zone. Les belges sont en Europe, qui correspond à l'UE dont l'Ukraine et la Russie. Dans 80% des cas, c'est le même tracé. Les suédois font parfois des découpages plus petits (Scandinavie, Europe du Nord, Baltique) : ils se sentent appartenir à des espaces plus petits. Les portugais procèdent comme les suédois mais de manière décalée (Europe du sud-est, péninsule ibérique). Il arrive aux maltais de se mettre comme africains dans leur tracé. Pour les Roumains, on retrouve la même histoire que pour les suédois et portugais. La carte intéressante est celle de la Turquie. Les cartes des turcs sont extrêmement différentes. Beaucoup de cartes font un seul monde ou mettent la Turquie à part. C'est la zone où l'appartenance à une région du monde est contrastée. Pour le Cameroun, les tracés sont assez clairs, avec l'Afrique qui se détache. En Russie, on a beaucoup de zones où ils se considèrent comme européens, eurasiatiques. Les commentaires des chercheurs des pays sont présents pour chaque carte ce qui est assez éclairant. Les indiens se déclarent d'abord indiens et ensuite asiatiques. Les chinois sont plus impérialistes, mais déclarent plus souvent que leur zone est l'Asie plutôt que la Chine. Les grands pays peuvent déclarer leur pays comme une zone centrale du monde. Les pays plus petits ou en marge d'un ensemble continental ont deux niveaux d'appartenance : le pays et le sous-continent. Rien n'échappe vraiment à la coupure en Méditerranée.

Enfin, nous avons demandé à chaque étudiant de donner 5 mots qui caractérisent l'Europe. Il y a d'énormes variations. Pour ceux qui sont au cœur de l'UE, les mots qui viennent le plus à l'esprit sont l'UE, la diversité, le pouvoir, la puissance, l'économie. Pour les portugais, roumains et maltais, bien sûr on retrouve l'idée de l'UE, mais comme la culture, l'histoire, la civilisation. Ce n'est pas du tout le même discours, alors que ces pays sont membres. Dans le cas des maltais, le mot Méditerranée apparaît un peu. Les pays voisins ou anciennement colonisés (Turquie, Tunisie et Cameroun) ont un vocabulaire contrasté : industrialisation et développement, mais aussi liberté, et enfin colonialisme, racisme, impérialisme. La plus grande surprise qu'on ait eu c'est pour l'Inde et la Chine. C'est le résultat le plus inquiétant : l'Europe c'est la tour Eiffel, la beauté, le romantisme, la richesse. Au total, les perceptions sont très différentes.

L'un des plus grands problèmes c'est que l'Europe est un concept flou, compliqué. On ne peut pas ne pas en parler. Il n'y a pas de définition de l'Europe dans les textes de l'Europe. Le continent européen n'a pas de limite fixe. Ce problème mental est ce qui bloque autant que les questions politiques et de gouvernance. Ces cartes mentales ne sont pas fixes.

Conclusion : au fond, pourquoi travailler sur la Méditerranée ? Est-ce qu'il y a une vision du monde de l'UE ? Il y a énormément d'études chinoises, mais beaucoup moins en Europe. Est-ce qu'on en est capable ? Comment l'UE est-elle perçue dans le reste du monde ? Comment articuler ces limites mentales avec les limites éco et fonctionnelles ?

Trois scénarios ont été proposés aux décideurs politiques demandeurs de l'étude. Le scénario de l'Ouest se limite au cœur de l'Europe, et on devient une grande Suisse. C'est le scénario tendanciel principal. Le scénario de l'Occident propose de se serrer les coudes entre les pays vieux, industrialisés. Le scénario de l'Est, qui a beaucoup de faveurs en France, est le scénario de l'Atlantique à l'Oural qui correspond en gros au maillage du conseil de l'Europe. Enfin le quatrième scénario, le scénario euroafricain, qu'on trouve dans un discours de Schuman datant des débuts de la construction européenne. C'est le scénario des fuseaux des grandes régions nord-sud qui se comprend par parallèle avec les autres régions. Mais il est de moins en moins d'actualité.

Je conclurai sur une phrase de Marshall célèbre joueur d'échec du XIX^{ème} siècle: « Au fond, l'important c'est d'avoir un plan. Mieux vaut avoir un plan mauvais que pas de plan du tout »

Question

Vous avez présenté l'étude en disant que ce n'était que des Etats nations. Est-ce que le fait de passer à des régions ne change pas la donne par rapport aux résultats ? *Les échantillons qui ont été choisis sont situés différemment au sein de chaque pays. Mais la plupart du temps il y a très peu de différences entre les villes.*

La coopération transméditerranéenne en questions

Gilles Van Hamme, Chercheur à l'IGEAT, Université Libre de Bruxelles

Je vais être très bref. On m'a demandé de monter en généralité. Je vais vous présenter quelques questionnements sur la coopération transméditerranéenne, qui viennent de ma coopération dans le projet ITAN mais aussi dans le projet TIGER qui plaçait l'Europe dans le monde avec les conséquences au niveau régional. Ma réflexion est la suivante : pour qu'il y ait coopération, il faut surmonter les obstacles et ils sont nombreux. J'en relève trois très importants qui font que les projets de coopération en Méditerranée restent relativement des coquilles vides.

Première question, l'asymétrie des relations économiques. L'essentiel de cette coopération se fait entre l'UE et les pays qui ne négocient pas en bloc avec l'UE. Cette asymétrie des relations économiques se traduit par deux éléments essentiellement. Les bases de données des deux projets montrent que le poids de l'Europe est extrêmement important pour les pays de la Méditerranée (42% des relations aériennes il y a 15 ans, 80% aujourd'hui). On a une asymétrie de volume qui est frappante. Il y a une asymétrie aussi dans les échanges commerciaux. Tous les pays du voisinage se situent dans des types de pays rentiers en énergie surtout brute ou bien sur des produits industriels à faible valeur ajoutée (Turquie et Tunisie notamment). Il y a aussi un déséquilibre qualitatif. En regardant les exportations textiles et automobiles de 1968 à 2008, on voit bien la diffusion de l'espace textile du cœur de l'Europe au sud de la Méditerranée et on retrouve un schéma semblable avec les exports automobiles, qui est très central en 1968 mais nettement moins en 2008 avec la Turquie. On verrait aujourd'hui la Tunisie et le Maroc apparaître.

Le deuxième obstacle, c'est un obstacle en matière de déséquilibre de la coopération elle-même, comme cette petite phrase de la stratégie 2020 de l'UE : « La stratégie Europe 2020 n'est pas seulement pertinente à l'intérieur de l'UE mais peut offrir un avantage important pour les pays candidats et pour le voisinage ». C'est étendre l'aire où les règles de l'UE sont appliquées. C'est de l'impérialisme. C'est la seule phrase qui parle de ce qui se passe ailleurs que dans l'Europe. C'est une base qui n'est pas très saine pour coopérer avec le voisinage, d'autant que le poids politique et économique de celui qui dit cela est supérieur. C'est une base qui pose des problèmes.

Le troisième obstacle, c'est l'instabilité politique au sud. Il n'y a pas de ligne claire de l'UE en tout cas depuis le printemps arabe. Tout cela n'a pas été clarifié et l'UE

semble aller avec le vent qui tourne. C'est une instabilité intrinsèque, notamment avec les printemps arabes.

Il me semble que ce que ITAN proposait, c'est-à-dire « commençons par coopérer pour avoir quelque chose en matière de transport, d'énergie, d'environnement... », c'est pour moi un point de départ important. Est-ce qu'on peut passer d'une coopération telle à quelque chose de plus fort ? La question reste ouverte.

Questions aux intervenants de la matinée.

Jean-Louis Guigou, Président de IPEMED

Chers amis, chers collègues. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt. Je vous félicite, je ne suis plus dans le monde scientifique mais dans le monde politique. J'ai quatre remarques, quatre questions. La première concerne un déficit, je trouve, un déficit relatif à la prospective et au long terme. Lorsque vous travaillez dans l'espace, vous devez associer le temps et l'espace et extraire de ce magma d'information les tendances lourdes. Qu'est-ce qui nous permet de dire ce qui évolue ? Ce matin je suis resté sur ma faim, les tendances lourdes ne sont pas exprimées. Même si elles sont faibles il faut les expliciter. « Si j'étais un chef d'Etat, je travaillerais peu ». Je m'adresse à Pierre Beckouche : pour nous le bassin méditerranéen est une structure en gestation. Qu'est-ce qu'une structure ? C'est un ensemble de relations et de proportions. Je trouve que dans le stock d'informations que vous livrez, il y a trop de stock et pas assez de flux : les flux de téléphone, de transports aériens. Qu'est-ce qui fait que cela se connecte entre la méditerranée et les européens ? Il me semble que la juxtaposition des cartes sur l'eau, l'énergie, l'agriculture, ce n'est intelligible que si derrière il y a une réflexion politique et économique qui donne du sens à ces éléments. C'est l'énergie qui permet de donner de l'eau et l'eau permet de donner l'agriculture. Ce n'est pas par hasard si en 1945-1950 les allemands et les français se sont mariés par l'énergie et la CECA. Ma troisième remarque concerne la représentation mentale de Claude Grasland. Lorsqu'on dit aux gens « dessine-moi l'Europe », ils ne sont pas couillons, ils la dessinent. Je me permets d'opposer à ce questionnaire sur les représentations mentales des espaces un autre questionnaire qui m'intéresse beaucoup, le questionnaire fait par la fondation Anna Lindh à Alexandrie. 13000 personnes sont interrogées tous les 2 à 3 ans. On les a interrogés en 2010 et en 2012. Quelle est l'importance de la religion ? On passe de 80% à 30-40%. Le monde musulman est en train de sortir du carcan de la religion. Monsieur Van Hamme : les révolutions au sud doivent amener des révolutions au Nord. Tous mes amis dans mon équipe me disent : « tu ne peux pas t'imaginer la bouillie dans laquelle nous sommes ». Je ne crois pas que l'Europe soit, elle, en train de chercher son destin. Malheureusement, l'article cité

montre une Europe condescendante, le libre-échange, une Europe-stupidité car le libre-échange poussé à l'excès conduit au déclin de l'industrie du Maroc et de la Tunisie, car la dissymétrie est trop forte. Nous préférons de loin le modèle allemand, et le modèle japonais avec les tigres et les dragons, soit l'intégration par la participation.

Réponse de Claude Grasland : Nous avons fait avec cette étude des graphiques et des cartes, et un graphique avait intéressé : la part de la population totale de l'UE dans le monde avec les élargissements. On a une courbe en dents de scie. On a toujours eu 6-7% de la population mondiale en Europe. Après l'arrivée du Royaume-Uni, on reste à 7% avec toujours 20% de la richesse mondiale. Le graphique avait été prolongé jusqu'en 2020. Aujourd'hui la courbe ne peut se maintenir qu'avec la Turquie.

Pierre Beckouche : C'est une question sur la prospective. Il faut faire une bonne prospective mais maîtriser la rétrospective. Le scénario 2050 s'élargit sur le voisinage. En ce qui concerne les flux, les travaux montrés portent sur l'échelle locale, mais il y a ces flux, et d'autres aussi à l'échelle internationale. Ces flux sont dissymétriques et il y en a peu, comme le montrent les travaux de Gilles Van Hamme. Ce qui compte c'est surtout l'énergie, mais ce n'est pas tout. Il y a des flux importants notamment d'immigration. Une grande partie de ces migrants qui vivent en Europe viennent du voisinage. On est malheureusement tous soumis à la pression de cette question. Sur les questions environnementales tu dis que c'est idiot de représenter l'Europe. Mais tu dis toi-même que dans le sondage Anna Lindh on parle de valeurs européennes. Donc en fait Claude Grasland dit qu'il y a une pseudo-évidence européenne. Il y a une puissante représentation mentale de ce qu'est l'Europe, qui reste une construction historique, liée au fait que le territoire fonctionne différemment. C'est la science géomorphologique du XIX^{ème} siècle qui reste la référence de nos limites. Nos repères sur les territoires auxquels nous appartenons sont en train de changer et je suis d'accord. C'est vrai au Nord mais surtout au Sud. Christian Grataloup a montré comment la question du découpage du monde était un construit.

Fradi Comair : j'ai eu la chance de travailler avec les cadres de l'UE pour préparer la politique de bon voisinage en 2003. J'étais responsable pour l'eau, l'énergie et l'environnement. Ce qui m'a surpris c'était le premier volet : la démocratisation des systèmes politiques. Ce chapitre-là n'est pas valable pour un pays comme le Liban, en démocratie depuis 1940, avec une répartition équitable de l'exécutif. Je leur ai dit : « comment vous allez-vous y prendre pour appliquer cela sur d'autres pays qui ont des régimes militaires ? » La réponse était : « on va essayer de démocratiser les systèmes militaires ». C'est la raison pour laquelle l'Europe n'a pas compris que la démocratisation d'un système totalitaire repose sur des investissements dans l'éducation. Actuellement, on ne peut parler de l'eau sans intégrer la composante

énergétique et alimentaire. Il y a une demande croissante en ressource alimentaire mais aussi en eau ce qui nécessite une adaptation au changement climatique. 30% de baisse des ressources est prévu pour un réchauffement de 2 degrés. Comment faire ? D'un côté on gaspille, de l'autre la demande croît. Enfin on a un problème qui touche l'alimentation des pays non seulement du sud mais aussi de la Méditerranée. Comment utiliser des ressources supplémentaires sans polluer l'atmosphère ? Il va falloir extraire les gisements gaziers dans le littoral asiatique. Est-ce que les énergies renouvelables vont pouvoir combler les demandes ? Il va falloir trouver des réponses d'adaptation sur la politique du gaspillage.

Question de la salle : Je voudrais réagir sur cette question de la démocratisation que je trouve centrale. Presque tous les intervenants ont parlé d'instabilité dans le sud, la question de la culture n'est pas anodine. La façon dont on regarde l'Europe est fondamentale, et dans cette structure politique en train de changer, les flux qui seraient intéressant à étudier sont les flux universitaires d'échanges nord-sud mais aussi sur les flux de la formation des élites.

Question de la salle : La question posée aujourd'hui c'est « la Méditerranée, couture ou coupure ? » On a entendu une Méditerranée coupure ou couture entre une Europe qui va jusqu'à la Suède et un côté sud qui s'arrête au Maghreb. Est-ce qu'il y a des réflexions qui intègrent d'autres pays situés plus au sud ? La Méditerranée ce n'est pas seulement jusqu'au Maghreb. Si on parle de relation plus vaste, où s'arrêter ?

Question de la salle : C'est intéressant de voir les constructions mentales, même si on peut toujours voir le verre à moitié plein ou à moitié vide. Quand on voit cette histoire de la stratégie 2020, il faut savoir que ces stratégies servent à 3 choses : accroître la compétitivité, l'emploi et la consommation. Au-delà des autres considérations, je pense que ce sont des espaces d'opportunités plus que des obstacles dans la mesure où on peut imaginer des propositions, des coopérations qui créent de nouveaux modèles économiques ou d'affaires dans lesquels la composante environnementale viendrait s'insérer. Cette idée de l'innovation à travers l'eau et l'aménagement du territoire devient une porte, une ouverture pour une coopération plus étroite. Appliquer les règles de l'UE est certes une bonne chose. Quand on regarde la directive-cadre sur l'eau, il y a des préconisations qui peuvent servir dans le fait de bâtir des systèmes qui peuvent être réfléchis en termes de coopération. Toute la partie économique d'utilisation efficace de la ressource du monde est intéressante. Je regarde cela comme une opportunité à bâtir dans ce sens-là.

Question de la salle : Je voulais seulement revenir sur un point qui a été souligné dans la présentation des outils cartographiques remarquables d'ITAN, en particulier sur la

difficulté que vous rencontrez dans la collecte des données environnementales. Pouvez-vous expliquer les difficultés que vous rencontrez sachant qu'il s'agit d'une composante importante et essentielle ?

Question de la salle : j'ai trouvé vos diagrammes très intéressants. Est-ce que vous avez pensé à le faire avec les hommes politiques ? A Berlin on ne voit pas Paris, mais la France en général. Toutes ces connexions avec l'Afrique et le Maghreb sont très peu évoquées en Allemagne. L'étude sur la vision du monde des politiques serait quelque chose d'intéressant à faire.

Question de la salle : Je souhaiterais revenir sur la question de l'adaptation aux changements climatiques. Est-ce que la COP 21 n'a pas quelque chose à jouer, qui pourrait créer des collaborations transfrontalières, en particulier sur la question environnementale et celle des ressources disponibles ? La notion de démocratie, quand on est en France, on la maîtrise, on la connaît, mais quand on parle de cette notion on a du mal à savoir qui cela implique. Dans quelle mesure cette évolution de la démocratie va changer des choses alors qu'on rappelle souvent en France que ceux qui s'expriment le plus sont ceux qui s'abstiennent. Dernier point : est-ce qu'il n'y a pas un conflit entre les Etats et les régions ? Est-ce qu'il n'y a pas un basculement qui s'opère (domination des régions) et qu'est-ce que cela implique ?

Question de la salle : Est-ce que vous êtes allés encore plus loin dans les explications sur ces jeunes de 18 à 21 ans ? En France il y avait un rêve américain quand j'étais jeune. J'ai aussi connu au Maghreb un rêve français. Est-ce qu'il existe toujours un rêve européen au Sud ? Est-ce qu'il n'existe pas en Europe dans ce territoire un peu bizarre, un rêve de Sud ?

Pierre Beckouche : Sur la coopération universitaire, c'est une question essentielle. D'autres collègues avaient travaillé sur la coopération universitaire dans le voisinage. Il n'y a pas de coopération universitaire pro-voisinage. Cela renvoie au paradigme général que la coopération universitaire n'a pas de cible privilégiée. Elle dit « pourquoi pas ? », mais on ne peut pas tout faire. Est-ce qu'une attention particulière doit être apportée à ce cas du voisinage ? Sur la question des diasporas, des recherches ont été faites, notamment par Philippe Fargues. Il y a surtout un défaut de porter la connaissance de ces travaux sur des problématiques stratégiques, des questions d'ensembles à poser aux acteurs. Le CIST a pour vocation de servir de lien entre acteurs et chercheurs. Pour l'environnement, on a peu travaillé dessus car il y a beaucoup de choses produites, et beaucoup d'autres chercheurs travaillent dessus. Beaucoup de coordinations sont déjà en cours.

Fadi Comair : Concernant les négociations sur le partage de l'eau, il y a deux mondes. J'ai eu l'opportunité d'être responsable de deux dossiers de négociations importantes. Le premier était entre la Syrie et le Liban. Il fallait revoir tout ça sur le bassin transfrontalier de Levonte (?), sans impliquer la Syrie. Il va falloir assurer une volonté politique très ferme et très solide dans chaque pays. Il va ensuite falloir s'asseoir sur un cadre fort, comme la directive-cadre sur l'eau, et en l'occurrence sur la convention des Nations-Unies. Il va falloir que les pays s'asseyent sur cette convention pour négocier avec un pays occupant et un pays occupé. C'est un concept très difficile à gérer si la volonté et l'appui politiques ne sont pas fermes. Enfin il y a un texte législatif, la convention 19-90. Le second dossier concerne le bassin du Jourdain entre Israël et Liban. La médiation prend un rôle majeur. Le médiateur joue un rôle important et le Liban a choisi les Nations-Unies et l'UE. Ce dossier envoyé à Kofi Annan avait intégré ce concept de « partage équitable » entre le Liban et les pays qui sont impliqués. En matière énergétique il va falloir choisir une option : l'option de la demande croissante de l'énergie (est-ce qu'on continue à s'asseoir sur une énergie fossile ou est-ce qu'on passe à d'autres énergies comme le gaz de schiste ?). Enfin, qui va financer ce projet des nations qui n'ont pas les moyens de lancer des dynamiques de développement au sein de la recherche ?

Xavier Moiroux : Sur la question des flux, je voulais témoigner de la difficulté d'avoir des informations sur les flux de marchandises. On sent un déficit de compréhension des flux. On travaille avec l'INTM et Bruxelles pour faire un Observatoire des flux. Les données sur les flux ne sont pas des données accessibles.

Claude Grasland : Je réagirais à la question sur « couture ou coupure ? » et ce qui se passe au sud du Maghreb. Dans les études faites pour ESPON, on a toujours souhaité aller au-delà du Sahara. C'est extrêmement important car les discontinuités de richesse et de niveaux de vie sont démultipliés au sud. On a une première marche avec la Méditerranée et une seconde avec le Sahara. La rupture méditerranéenne se réduit de plus en plus et la rupture saharienne se renforce. Quand on constate l'arrivée nombreuse de migrants, c'est la discontinuité saharienne qui intervient et non la Méditerranée. On a donc un espace tampon, où l'Europe a joué cyniquement son rôle, notamment en Libye avec Kadhafi, et cette politique continue d'être négociée. Sachant qu'à l'est les ruptures, quand il y en a, sont beaucoup plus graduelles. Cette rupture est une particularité du sud. Pour la question des politiciens, on a commencé par les gestionnaires d'ESPON, et également des chercheurs d'ESPON. Ce n'est pas évident de les enquêter. On sait qu'ils nous lisent. Je pense que ce n'est pas très intéressant d'avoir leur réponse parce qu'on aurait des réponses très compassées. Je préfère étudier les 21 ans parce qu'ils seront en affaires dans 5 à 10 ans. Pour la

question sur le rêve américain et le rêve français, une question était de donner 5 pays et 5 villes où on aimerait vivre et où on n'aimerait pas vivre. L'Europe de l'Ouest reste très attractive, les USA donnent des réponses contrastées. Les vedettes sont plutôt le Canada, l'Australie, des pays riches ouverts à l'immigration avec des réserves d'espace. Toutes les cartes sont accessibles sur le site.

Gilles Van Hamme : Pour la question des flux, nous avons présenté le projet de manière succincte mais il y a eu un gros travail sur les flux dans les projets TIGER et ITAN. Sur la question de la coupure saharienne plutôt que méditerranéenne, ces flux montrent des évolutions relativement modestes de ce point de vue-là. L'Afrique du Nord, le Maghreb continuent à avoir des flux essentiellement vers l'Europe, mais l'Afrique subsaharienne est une zone d'influence partagée avec l'Asie, les Etats-Unis. On ne voit pas apparaître les flux transsahariens qui augmenteraient de manière substantielle. La coupure reste extrêmement forte en termes de flux. Sur la question de la démocratisation et l'absence de ligne claire de la politique européenne, j'ai un témoignage sur la question tunisienne. Quand on voit les relations à très court terme de la France et de la Tunisie, on voit qu'on a d'abord essayé de maintenir ces relations. Ensuite ça a changé, on a essayé de suivre le vent et la consigne aux chercheurs français était de travailler sur les islamistes parce qu'ils sont là depuis 20 ans. Ce n'est pas tout à fait le cas. Comment surmonter les différences avec ces pays qui sont dans une situation différente de la nôtre ?

Xavier Moiroux : La conférence de Barcelone sur le libre-échange montre l'intérêt, le souffle du commerce. Il y a eu un certain nombre de projets assez désincarnés. Je suis étonné qu'on n'ait pas une relance de la politique européenne, de ce rêve européen.

Agriculture / Sécurité alimentaire

Pascal Bergeret, Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Bonjour, merci beaucoup aux organisateurs de cet événement de m'avoir invité à partager mes modestes réflexions sur la question de la sécurité alimentaire dans le Sud. L'Institut Agronomique Méditerranéen fait partie d'une organisation qui s'appelle le CIHEAM, organisation intergouvernementale, créée en 1962 à l'initiative de l'OCDE et du Conseil de l'Europe. L'objet du CIHEAM est de traiter la question de l'agriculture et du développement durable en Méditerranée. Le CIHEAM regroupe quatre instituts situés en Crète, en Italie, en Espagne et en France. Les activités sont diverses : enseignement, formation pour les futurs cadres des 13 pays qui le constitue

et recherche. Il y a treize pays mandataires. Le challenge est de lier les activités de recherche, d'études, de formations et de développement pour répondre aux besoins du moment. C'est un organisme qui se dote de différentes visions. Notre idéal est d'essayer d'organiser un dialogue multilatéral entre les 13 pays et d'autres pays intéressés. Dans les cartes distribuées traitant de sécurité alimentaire, le scénario le plus optimiste porte sur une coopération globale entre les pays. Le domaine d'expertise du CIHEAM est de traiter du problème de l'eau, de l'énergie et de la nourriture, c'est-à-dire tout ce qui a trait à la question de la production et de la consommation. Quand on parle de sécurité alimentaire, une des premières choses qui viennent à l'esprit, c'est le changement climatique. Le dernier rapport du GIEC a bien pointé que tous les aspects de la sécurité alimentaire seront potentiellement affectés par cela, notamment dans le *hotspot* méditerranéen particulièrement vulnérable. Les scénarios visant à prévoir et anticiper les changements climatiques font état de changements importants notamment en termes de précipitations. En 2100 on est à des estimations de -30% de précipitations au nord comme au sud. C'est un sujet crucial que la raréfaction de la ressource en eau. La population totale est en croissance très importante. Entre 1980 et 2010 la population a doublé au sud et on attend d'ici 2050, 80 millions d'habitants en plus dans les pays arabes et méditerranéens. La population rurale dans les campagnes va continuer à croître jusqu'en 2030 au moins. Les campagnes ne se dépeuplent pas, en termes absolus, même si en termes relatifs elles diminuent. Cela contredit la théorie de l'exode rural qui a marché au Nord. On est donc contraints d'inventer un nouveau modèle de développement avec cette structure de hausse de la population rurale. Les grandes fractures planétaires ville-campagne, centre-périphérie, urbain-rural, littoral-intérieur sont des défis qu'on retrouve au sud de la Méditerranée. Il faut parler du rôle des femmes : si on prend le cas du sud méditerranéen, on voit que la part de l'agriculture par rapport au total des femmes actives représente 33% des femmes actives en Algérie, 56% en Syrie. Traiter de l'agriculture c'est aussi avoir à l'esprit le rôle des femmes dans la société. Quand on parle d'agriculture et de sécurité alimentaire, il ne faut jamais oublier la pêche. La petite pêche est un mode de vie très important. On ne parle pas assez de la pêche familiale. On est dans la recherche d'une nouvelle géopolitique des ressources, soumises à des tensions énormes : systèmes de gouvernement défaillant, ressource en eau, alimentation. Des risques importants en découlent : pénuries, révoltes sociales, conflits...

L'eau dans les pays méditerranéens est essentiellement destinée à l'agriculture, à part en France, qui fait exception avec une utilisation avant tout industrielle. 80% de l'eau est encore dédié à l'irrigation. Les infrastructures aussi sont majeures sur ces questions. De profondes transformations ont actuellement lieu dans le domaine des infrastructures portuaires. Si on prend l'exemple de la mer Noire, on a un jeu

d'infrastructures portuaires qui reflète les changements en termes de provenance. L'indice de sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, qualité des aliments...) montre que certains grands pays méditerranéens ne sont pas bien placés. Pour préciser un peu les choses, ce graphique montre les importations et l'évolution du déficit agricole des pays arabes méditerranéens. Ce déficit agricole se creuse : 52 milliards de dollars en 2012, soit une multiplication par sept depuis 1980. Il y a une extraversion du commerce dans les pays méditerranéens. 50% des exportations partent vers d'autres pays que les pays méditerranéens ou que l'Europe. On a un excédent qui représente 6,2 milliards d'euros sur les pays arabes. C'est moins de 10% du commerce agricole de l'UE. Les pays arabes et méditerranéens sont une source d'excédents très important pour l'UE. Pourtant les importations en provenance du Brésil explosent. Les importations du Brésil vers les pays arabes méditerranéens explosent : le Brésil est un acteur majeur de la sécurité alimentaire de ces pays-là. La Russie aussi : 70% des imports de blé de l'Egypte viennent de Russie, et 50% des exportations d'agrumes du Maroc vont vers la Russie.

L'évolution de la situation céréalière de la zone Afrique du Nord et Moyen Orient est édifiante : la production a été multipliée par 3, les importations par 23, la consommation par 6. Il ne faut pas négliger non plus les aspects de santé animale. Dans ce contexte, la question de l'unité avec laquelle il faut considérer la coopération internationale se pose. Est-ce que la coopération Europe-Méditerranée est à considérer en lien avec les pays d'Afrique sub-saharienne ? On va bientôt fêter l'anniversaire de la coopération de Barcelone, c'est une occasion de montrer l'importance de cet enjeu. Le problème d'un système alimentaire dépendant des importations et de la mondialisation devrait être mis en avant.

Energie

Houda Allal, directrice générale de l'Observatoire Méditerranéen de l'Energie

Merci d'avoir invité l'OME que je représente aujourd'hui. Je suis Directrice Générale de l'OME, une organisation qui existe depuis plus de 25 ans maintenant, à but non lucratif. Il a pour objectif de promouvoir la coopération entre les pays méditerranéens dans le domaine de l'énergie. Il porte la voix des industries auprès des dirigeants. Nous sommes aussi un centre de recherche et d'études, pour observer, analyser et préparer les transitions énergétiques. Je suis là pour challenger ce projet ITAN, que je félicite par ailleurs. Mettre en place un atlas de l'énergie est un projet qui nous tient à cœur. D'abord je ferais quelques remarques assez rapides sur le document compte-rendu,

ensuite je partagerais avec vous comment nous voyons l'énergie en Méditerranée et enfin j'apporterai quelques précisions.

Il y a des débats ouverts sur plusieurs thèmes dans ce compte rendu. Le problème de la sécurité d'approvisionnement ouvre un problème complexe. Le problème de la dépendance est surtout lié à des problèmes internes. On a l'impression que le nord et le sud étaient opposés comme si la coopération énergétique n'existait pas. Elle existe. Nous sommes déçus parce que les résultats ne sont pas à la hauteur de nos attentes, mais nous appelons de nos vœux un renforcement de cette coopération. Quelques passages sur le GNL devraient être actualisés, car c'est un sujet en changement permanent. La question du gaz de schiste est une question qui se pose, qui pourrait être un vecteur de changement mais il n'y a pas de révolution à attendre d'ici 2030. Dans pas mal de pays, le gaz de schiste pourrait être un *challenger* du pétrole mais cela reste à voir. Pour le solaire, il faut faire attention. Il y a un potentiel extraordinaire mais on n'est plus dans la conception où on va aller chercher les ressources au sud. On la développe mais il faut des conditions. On a intérêt à promouvoir les coopérations dans ce domaine pour le sud. La coopération dans le domaine de l'énergie doit se construire dans une approche de concertation.

Je voudrais partager avec vous cette vision et les perspectives adoptées. Qu'est-ce que la Méditerranée pour l'OME ? C'est une région caractérisée par des tendances. Il y a des ressources potentielles très différentes. En plus de la situation énergétique, il y a aussi un facteur qui différencie les pays les uns par rapport aux autres : la démographie. Avoir accès à un service énergétique doit satisfaire les besoins du citoyen mais aussi permettre à l'économie de se développer. Il y a aussi une responsabilité dans l'emploi : l'énergie doit employer donc améliorer la vie des citoyens. On observe qu'il y a 25 ans les compagnies pétrolières étaient des monopoles : aujourd'hui, elles sont la combinaison d'entreprises privatisées et d'organismes publics. Dans ce cadre, chaque acteur a un rôle important. C'est ce qui se fait au Nord comme au Sud. Il y a une interdépendance à travers le pétrole, le gaz..., mais si on prend la méditerranée comme entité nous sommes globalement dépendants de l'extérieur. Nous n'avons pas assez de gaz, pétrole, charbon pour satisfaire nos besoins. Il y a aussi un potentiel d'efficacité énergétique qui n'est pas exploité à hauteur des potentiels existants. Il y a une croissance démographique qui est assez élevée dans les pays du sud, qui fait que la consommation d'énergie va augmenter. L'OME a élaboré 2 scénarios. Le scénario du laisser-faire projette quelle serait la demande en énergie en 2030 : c'est le scénario le plus réaliste. 2030 c'est demain. Les décisions en matière d'énergie ont déjà été prises. Mais ce n'est pas une fatalité. On essaye de dépasser ce scénario en se demandant « comment faire plus d'efforts pour mieux utiliser l'énergie ? » Globalement, les chiffres

sont là : si on laisse faire dans les pays du Sud, on va doubler la consommation d'énergie par rapport à aujourd'hui, et tripler la production d'électricité. Quel que soit le scénario, les hydrocarbures vont continuer à jouer un rôle important dans le mix énergétique du sud de la Méditerranée. D'ailleurs le gaz de schiste n'a rien à voir là-dedans. La Méditerranée du sud-est dans la *gaz era*. Les énergies renouvelables vont rentrer en ligne de compte bien sûr mais il y a une telle croissance que ce n'est pas avec les énergies renouvelables qu'on va pouvoir relever ce défi d'ici 2030. Il y a un enjeu et des opportunités pour la région. Ce sont des investissements très importants qui vont devoir se faire sur la région pour satisfaire la demande. C'est une opportunité pour la coopération interrégionale, car elle est bien pour le bien-être de tout le monde. On doit travailler pour que le secteur de l'énergie puisse satisfaire les objectifs, c'est-à-dire les demandes, les aspects économiques pour chaque pays d'abord, pour la région dans son ensemble ensuite. Ce système doit être sûr, soutenable bien sûr mais aussi *affordable* : qu'on le veuille ou non il faut pouvoir se payer ce système énergétique efficace. Il faut aussi développer des énergies en fonction des potentialités de chacun. Encore une fois, l'efficacité énergétique vient en premier : minimisons les besoins pour ensuite aller voir quels autres moyens sont disponibles. Les énergies renouvelables, c'est aussi intermittent, ce n'est pas les mêmes quantités. Il faut en tenir compte et y travailler. Il y a beaucoup de domaines où il faut de l'innovation pour préparer l'avenir.

Pour mettre en place cette vision, il y a quatre actions me semblent très importantes : utiliser la ressource et les technologies ; faire des politiques publiques adaptées pour avancer ; renforcer les capacités ; aider les échanges internationaux et les bonnes pratiques.

Nous sommes en train de mettre à jour le MEP (*Mediterranean Energy Prospective*), un document que nous produisons et où nos hypothèses sont appliquées. Chaque pays y est modélisé séparément. On applique nos hypothèses dans les deux scénarios. On est en train de le mettre à jour ; il y a un grand nombre d'acteurs en jeu. Concrètement la tendance à 2030 ne devrait pas changer. Le MEP montre qu'une croissance de la demande de 40% à l'échelle régionale aurait lieu dans le scénario du laisser-faire : néanmoins on peut par une politique adaptée faire baisser les prévisions. Quel que soit le scénario, le mix restera toujours basé sur les hydrocarbures. Ce qui se cache derrière cela c'est aussi le fait que la dépendance de la région vis-à-vis des hydrocarbures va perdurer. Pour l'électricité, la croissance de la demande fait que le parc électrique va exploser dans le sud de la Méditerranée, avec des besoins d'investissement importants : 380 gigawatts vont devoir être installés. Pour ce seul secteur de l'électrique, 700 milliards d'euros seront nécessaires pour satisfaire la demande. L'interconnexion et les réseaux sont majeurs dans cette question. Les énergies renouvelables se développent

mais elles sont sous contraintes. Ce triplement de la demande justifie qu'on développe des énergies renouvelables. On ne sait pas être très efficaces dans le domaine de l'électricité, il y a beaucoup de choses à faire encore. Enfin, ces 10% d'économie globale d'énergie qui pourraient sembler pas très importants, sont très importants. Cela correspond à 10 ans d'électricité en Afrique du Nord. Pour ce qui est du CO2, ce scénario fait augmenter les émissions. Il faut un certain nombre de mises à jour car c'est un monde qui bouge à une vitesse folle et on pourrait très bien espérer faire baisser les émissions à l'échelle de la région. On ne part pas de rien, même s'il y a beaucoup de choses qui restent à faire, il faut renforcer l'existant. Il faut un certain nombre de mises à jour car c'est un monde qui bouge à une vitesse folle.

Questions

Je fais partie de ceux qui considèrent que le mythe des gaz de schiste n'est qu'un mythe, mais cela n'est pas en jeu aujourd'hui. Par rapport à la notion de la démocratisation de la production d'énergie: en quoi les citoyens sont-ils impliqués ? D'autre part, stress énergétique et stress hydrique n'ont pas été liés ici : pourquoi ? Peut-on avoir un focus sur les propositions que vous faites pour inciter les décideurs, et les faire agir de concert pour faciliter et améliorer les coopérations ? *Dans un certain nombre de pays le gaz de schiste pourra changer des choses, mais pas toujours. Sur l'efficacité énergétique, on n'a pas besoin de les pousser, ils se poussent eux-mêmes. On a fait beaucoup de chemin. Au nord de la méditerranée, beaucoup ont déjà pris de l'avance et développent beaucoup d'activités. Dans les pays du Sud, ils sont acteurs. Si vous prenez la Tunisie, la STEG agit en tant qu'investisseur pour la promotion du passage à l'énergie solaire. Une table ronde des entreprises énergétiques a permis de présenter des cas concrets et démocratiques. Il y a une volonté parce qu'on se rend compte qu'on n'a pas le choix. Pour plusieurs raisons, on avance. Il y a encore beaucoup de barrières. Pour le partage citoyen, on commence à travailler là-dessus. Les besoins sont énormes. J'ai participé à des missions de terrain, et dans le sud de la Tunisie, le citoyen il n'en veut pas. Il considère que c'est un moyen de l'exclure de la modernité. L'accès à l'électricité est différent selon les pays, on essaie d'avancer au maximum. On pense qu'on a raison et que c'est la bonne solution mais une fois sur le terrain on peut se rendre compte que c'est faux. Nous avons étudié la question de l'eau et nous avons fait des études qui montrent que d'ici 2030 on sera à sec. On est conscient de ce problème, et le dessalement est étudié.*

Question de Françoise Roure, Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique : l'observatoire méditerranéen de l'Energie produit des analyses-clés. Je m'interrogeais simplement sur la capacité de l'Observatoire de regarder au-delà des quantités et de regarder les prix relatifs. La politique de prix en Algérie en matière de prix domestiques fait que les énergies renouvelables ont parfois plus de mal à émerger qu'ailleurs. *Dans la définition des scénarios, on tient compte de ces éléments. Il y a un débat et des échanges. On essaie d'analyser ces politiques pour agir ensuite.*

Migrations et Mobilités

Serge Weber, Maître de conférences, Université Paris-Est Marne La Vallée

Merci aux organisateurs de cette journée de m'avoir invité. Je vais me livrer aussi à cet exercice du commentaire de ce document produit. J'ai regardé avec beaucoup d'intérêt ces documents, qui sont remarquables parce qu'ils permettent d'argumenter sur des points sensibles. Aujourd'hui quand on parle des migrations on touche à une question polémique. Le premier constat est que finalement, il n'y a plus de pression démographique sur les pays de la rive sud dans la mesure où – et les auteurs emploient ce mot- il y a une sorte de convergence de la fécondité et du vieillissement, c'est-à-dire que la fécondité a beaucoup baissé dans les pays du sud et que le vieillissement s'amorce et sera amené à suivre la même trajectoire que le Nord. Le deuxième constat c'est que l'importance des moins de 15 ans est un défi toujours aussi important pour les pays de la rive sud dans la mesure où c'est un défi pour l'éducation, l'enseignement supérieur et surtout l'entrée sur le marché du travail. La quatrième conclusion qui émane de ce document c'est que la plupart des flux d'immigration émanant du sud se stabilisent et que certains pays de la rive sud et est deviennent même des pays d'accueil : cela est très important et change beaucoup de choses sur les débats à l'intérieur de ces pays et sur le regard qu'on porte à ces pays. Les pays sont amenés à construire des politiques d'immigration. Cinquième constatation, les diasporas du sud sont aussi importantes et présentes dans la plupart des pays européens. Le document les présente très clairement comme des ressources importantes, des richesses, des trésors. Elles sont même un mélange favorable à l'intégration régionale. Je partage complètement cette idée. Effectivement les diasporas sont le meilleur atout pour l'intégration régionale inter-méditerranéenne, trans-méditerranéenne. Le document présente aussi des conclusions qu'on pourra soumettre au débat, donc j'ai fait la liste des conclusions qui m'ont semblé pouvoir être débattues.

La première formulation que je relèverai concerne les diasporas, qui sont considérées comme une extension de l'influence de l'Europe dans les pays voisins. C'est une grande question. Deuxièmement ce qui est à noter, c'est que dans ces pays de la rive sud, le rapport entre les actifs, les jeunes et les personnes âgées montre que les jeunes actifs sont très nombreux, et cela est vu comme une opportunité pour les marchés. Je me pose la question de savoir pour quels marchés. La troisième conclusion présentée est la question de dépasser le débat sur le *brain drain* (c'est-à-dire sur le siphonage des cerveaux par le nord) et de voir les choses en termes de *brain gain*, ce qui n'a pas évidemment les mêmes conséquences. Je pense que c'est à discuter aujourd'hui parce qu'on sait très bien que l'université, les études, les écoles supérieures, la façon de

former les étudiants étrangers c'est aussi un instrument de *soft power* très important. Enfin, la concurrence évoquée par le document d'autres destinations, et en particulier des pays du Golfe – le document est un tableau montrant les choix de destination d'études à l'étranger de 250 étudiants jordaniens- pour moi c'est intéressant. La concurrence des pays du Golfe, elle existe mais pourquoi se demander si l'Europe perd vraiment la bataille de l'attractivité ? Ces questions sont à débattre, je pense qu'il y a beaucoup de points très intéressants, mais je me limiterais à deux recommandations. La première recommandation c'est que ce document a préféré le mot « mobilité » au mot « migration ». Je suis tout à fait d'accord. Deuxième recommandation : d'après ce document, l'Europe n'a pas trouvé une « bonne politique de mobilité », c'est-à-dire que c'est une politique qui se limite au contrôle frontalier, et le document met en évidence les morts à la frontière. Première question : que serait une bonne politique de mobilité ? Est-ce que c'est possible ? Seconde question : Comment passer d'une catégorisation en migration à une catégorisation en mobilité ? Je vais essayer de répondre à ces questions.

Comment mettre en œuvre une bonne politique de mobilité ? Ce n'est pas si simple. Vous le savez, la question de la mobilité, en particulier la mobilité internationale, a toujours été perçue comme menaçante par les processus de construction nationale. On pourrait dire que l'UE s'est faite parce qu'elle a réussi à faire l'espace Schengen. Est-ce une politique accomplie ? Pas tant que ça. Cette libre-circulation est la dernière à avoir été mise en œuvre, après la libre-circulation des capitaux et des marchandises. Après se pose aussi la question du fait qu'elle n'est pas passée complètement à la compétence européenne. Il existe au niveau des Etats beaucoup de façons de reprendre cette prérogative lorsque c'est nécessaire. Deuxièmement, l'espace Schengen conserve des limitations pour chaque pays : chaque pays peut rétablir un contrôle aux frontières quand il considère qu'il y a un danger, une menace. Troisièmement, il y a un régime spécial a été mis en œuvre pour certains pays membres, en particulier la Roumanie, la Bulgarie. Nous savons que cette libre-circulation c'est donc quelque chose de relatif. Enfin, l'espace Schengen a plutôt opéré une sélection des bénéficiaires de cette libre-circulation. Ce dispositif sophistiqué de contrôle a finalement permis de légitimer une limitation de nombreux droits fondamentaux que sont le droit à la mobilité, le droit à l'immigration, le droit d'asile, le droit d'installation, présents dans un certain nombre de textes de droit international signés par l'UE aux Nations-Unies. Je vais faire un retour nécessaire sur les effets du contrôle à la frontière sur les pays du voisinage. Je rappelle que l'esprit du contrôle aux frontières de l'UE est de lutter contre l'immigration illégale, et de lutter aussi contre le trafic d'êtres humains. En parlant d'une bonne politique, il faut intervenir sur les visas. Les visas de courte durée sont harmonisés, c'est-à-dire qu'ils sont établis de la même manière par une liste commune

de pays. Mais il y a toujours une prérogative des Etats puisque les visas longue-durée restent de la compétence des Etats. Cette question des visas a donné lieu à une coopération entre le sud et le nord, et elle a pris la forme d'un fichier d'informations de visa, qui permet de faire en sorte qu'un pays ayant refusé de donner un visa à une personne, aucune autre ne peut accepter de lui en délivrer un. C'est toute la politique de limitation qui a été mise en place. En France, on a mis en place pour les étudiants étrangers un visa d'un an qui vaut titre de séjour, et qui assouplit la limitation. En France toujours, la question des visas est transférée au ministère de l'Intérieur depuis la disparition du Ministère de l'Immigration. Toujours sur la question des visas, il y a fréquemment une délégation de service public à des sociétés privées qui vont s'occuper de gérer les files d'attente pour les visas. Enfin cette question des visas est une conditionnalité intéressante dans la politique européenne de voisinage, puisqu'un échange d'une bonne disposition du pays partenaire contre les flux migratoires entrant de chez lui et sortant de chez lui, le pays partenaire de l'UE peut lui promettre une facilitation de l'obtention de visas pour certaines populations seulement. Deuxième pilier, la question de la politique d'asile. La vision de la politique d'asile appliquée à la politique européenne de voisinage a eu pour objectif de transférer aux pays voisins les demandeurs d'asile potentiels avant qu'ils ne se présentent sur le territoire de l'UE. L'élément qui a été mis en place a été les *transit processing zones* : il s'agit d'accueillir des personnes qui pourraient demander le droit d'asile en Europe dans des pays tiers, signataires de la politique de voisinage, pour faire en sorte que ces populations ne puissent plus arriver jusqu'en Europe pour demander le droit d'asile. Cette limitation des arrivées sur le territoire des Etats-membres pose beaucoup de questions, notamment à propos du système de Dublin. Le système de Dublin a pour but de déterminer la compétence des Etats membres notamment en matière de renvoi aux frontières. On peut ainsi se présenter dans un pays pour demander l'asile puis être envoyé ailleurs parce qu'on y a été précédemment. Ce point est intéressant parce qu'on ne peut plus aujourd'hui choisir le pays où on va demander l'asile. Enfin, les accords de réadmissions sont au cœur des accords avec les voisins. Ils sont devenus une conditionnalité du partenariat. La réadmission cela veut dire que le pays tiers s'engage à récupérer ses ressortissants ou des étrangers qui seraient passés par son pays et qui ont été arrêtés comme immigrés illégaux ou auxquels on a refusé l'asile. Ce qui est intéressant c'est de voir que finalement, l'UE a commencé à financer des centres d'accueil pour ces personnes, ressemblant aux centres de rétentions en Europe, mais dans des pays tiers. C'est une manière de se débarrasser de la question des droits de ces personnes, puisque les pays en cause ne sont pas signataires de la convention de Genève. Enfin, la question du contrôle frontalier permet de mutualiser théoriquement le contrôle des passages (des pays voisins vont collaborer avec FRONTEX) pour

mettre en place des dispositifs de contrôle. Le but de cette politique de contrôle est finalement de détourner la notion de co-développement, c'est-à-dire qu'on va faire comme si on allait éviter aux autres de partir, trouver une solution pour qu'ils restent sur place ; elle va poser aussi énormément de problèmes de droit maritime, parce que le droit maritime oblige à ce qu'il y ait une prise en charge des Etats ; et enfin la question du verrouillage des frontières en particulier dans le détroit de Gibraltar avec Ceuta joue très peu et montre que les routes changent et se compliquent. La politique de mobilité de l'UE est avant tout une zone-tampon, une zone de transfert des compétences. Elle a renforcé les passages clandestins, compliqué beaucoup les routes et finalement renforcé les passeurs. Elle a fait des morts : 22000 décès depuis 2000. Elle est inefficace, puisqu'en 2014, il y a eu 130 000 arrivées illégales. Elle alimente des représentations qui sont xénophobes ; elle va jouer sur des imaginaires et peser sur des dynamiques d'intégration et de multiculturalisme au sein des pays membres ET des pays partenaires. Elle contribue à exporter des normes qui sont spécifiquement européennes. Une bonne politique, ne serait-ce pas tout simplement d'abord d'abolir la question des visas ?

Dans un deuxième temps, peut-on changer d'approche et ne pas parler de « migration » mais de « mobilités » ? C'est une très bonne proposition, d'autant plus que la recherche a beaucoup documenté ce passage-là. Finalement, la mobilité ne marche que quand on a un titre de séjour ou effectivement un motif de voyage valable. Si on n'en a pas, on est immobilisé. L'approche « diasporique », plutôt que l'approche « transnationale » a beaucoup fait changer les choses et le point de vue. On voit que les migrations sont d'abord vues du point de vue des migrants. La dimension transnationale montre que les migrants élargissent leur savoir-circuler, et que cela permet d'interroger les milieux sociaux. On peut très bien avoir une analyse des migrations selon les classes sociales. Enfin, le transnational questionne le politique. Il y a beaucoup de mouvements qui naissent contre ces actions du politique à l'étranger. Le problème c'est que les pays européens et la politique européenne se sont emparés des migrations et les ont détournées, ce qui a créé de nouvelles dynamiques notamment sur le marché du travail. La multiplication des travailleurs saisonniers notamment en Espagne montre une gestion de la main d'œuvre qui encourage la précarité.

Effectivement, les migrants transnationaux sont les meilleurs intégrateurs régionaux. Leur mobilité est envisageable pour garantir une reconnaissance en termes de statut juridique et normatif et peut donner lieu à différentes formes de nationalité. Il ne faut jamais perdre de vue les intérêts autres (professionnels, de classe). Les migrants sont

toujours avec des problèmes restrictions à la mobilité et leur transnationalisme interroge leur nationalité mais aussi nos nationalismes.

Questions

Généralement, quand on a des mouvements migratoires, on évoque souvent la question économique pour les migrations. Est-ce que vous avez analysé les questions de migrations environnementales (c'est-à-dire dégradation du sol liée à la sécheresse, au manque d'eau) qui poussent justement les gens à aller ailleurs à la recherche d'une meilleure qualité de vie? *Je n'ai pas travaillé sur la question des réfugiés environnementaux. Ce que je sais c'est que dans les chiffres qui sont souvent communément avancés, il ne faut pas oublier que les concernés sont d'abord des paysans et migrent malgré eux. Il faut à ce titre rappeler que ceux qui migrent font un choix et ont de l'argent car il en faut pour migrer, notamment sur de longues distances*

Antoine-Tristan Mocilnikar, Responsable Énergie, Infrastructures et Numérique, Délégation interministérielle à la Méditerranée
(représente Serge Telle, excusé)

La DiMed est très heureuse d'avoir participé à ce séminaire de restitution du projet ITAN. Notre rôle c'est bien de pousser ces projets pour essayer de transformer ces propositions issues de la recherche et des ONG auprès des pouvoirs publics. Se pose la question positivement de précision de proposition de ce travail et nous sommes intéressés à voir comment on pourrait proposer des choses. Comment voyons-nous cette question des cartes et de la cartographie opérationnelle ? C'est un souci tout en étant une opportunité. On ne peut pas ne pas voir cette faille qu'est la Méditerranée. Cette différence est quand même problématique. D'un autre côté, c'est bien de regarder ce qui se passe à l'est, de voir ce que fait l'Allemagne avec l'est, même si toute l'Europe s'occupe de l'est et toute l'Europe s'occupe du sud. Cette frontière est vécue comme un facteur à exploiter. On est acquis à l'idée que ces éléments sont des éléments de compétitivité. Dans les cartes qui ont été montrées, on voit bien une grande frontière maritime entre l'Europe et le Sud, mais on voit aussi d'autres frontières. On voit qu'au Sud il y a d'autres frontières, des petites frontières... C'est cela qui fait la richesse du monde et notre richesse commune. Le gouvernement français n'oppose pas les régions. C'est un acteur-clé de la Communauté européenne. Dans le même temps on veut faire des actions concrètes en Méditerranée, notamment via le Dialogue 5+5. Le Premier Ministre Manuel Valls lors de sa visite en Tunisie, dans cette grande conférence sur la Tunisie comme startup de la démocratie, a bien précisé cette dynamique géographique qui est de dire que la Méditerranée est un pont entre l'Europe et l'Afrique. Il y a une méga-région qui est l'Eurafric mais qui

nécessite des jalons, dont la Méditerranée fait partie. Le Dialogue 5+5 témoigne de cette coopération.

A l'issue de cette restitution nous souhaitons qu'émanent des idées opérationnelles, d'abord en faisant ITAN 2 en quelque sorte. Le fait de faire cette restitution montre qu'il faut accentuer le croisement des données et des cartes, et les mélanger pour permettre aux pouvoirs publics d'agir. A l'issue, il y aura des projets : nous essayons de recréer à l'horizon 2015 une plateforme des projets en cours en Méditerranée. Il faut utiliser les accords de libre-échange là où ils sont efficaces. Concernant l'Europe, nous sommes très optimistes, tout en étant dans un contexte réaliste, sur la capacité de l'Europe à s'approprier la dimension méditerranéenne. Depuis 1995 et la conférence de Barcelone, l'Europe a amélioré ses capacités à faire du *co-ownership*. L'Europe a une zone d'incubation qui est conjointe. L'Europe s'empare de la Méditerranée de façon plus plurielle. Demain, en 2015, il y aura peut-être des décisions de cogestion de programmes euro-méditerranéens. Je dirais « parions sur l'Europe », et vous savez que nous avons toujours été des vigilants. Parions sur l'Europe. Cette réflexion va alimenter l'Europe et les pays et nous permettre d'avoir un regard positif.

Débats, conclusions et perspectives

Pierre Beckouche : Je vais répondre à un certain nombre de critiques sur le travail mais pas toutes. M. Bergeret, quel usage vous pouvez avoir des outils cartographiques de ITAN ? Mme Allal, le GNL est une solution pour l'Algérie d'après ce que je pensais. L'actualité est claire de la question des gaz de schiste. Qu'est-ce qui se passe ensuite ? Est-ce que cela va modifier le jeu ? Nous sommes parfaitement ignorants de cela. Sur le solaire, bien sûr il y a la crise, moins de subventions, mais on a besoin de savoir à quel point à moyen-long terme l'Europe aura besoin d'acheter des électrons solaires au Sud ? Sur la critique selon laquelle on parle trop du Nord, il ne faut pas oublier que ce projet est européen et à destination des décideurs du Nord. Quant à ce qu'a dit Serge Weber sur la politique migratoire, cette question de l'influence de l'Europe à travers les migrants, c'est une idée qu'on emprunte à *Youssef Pompage* (?) qui dit que les structures familiales du Maghreb ressemblent plus à celles de l'Europe qu'à celles du Maghreb traditionnel. Est-ce cela que vous voulez dire ? Vous parlez aussi d'un *demographic gift* pour les marchés. Je dirais que non, ce n'est pas seulement pour les marchés. Sur le *brain gain*, si on parle à des européens, on leur a dit, si vous voulez une politique de puissance européenne, il faut gagner la bataille des cerveaux. Cela ne passe pas forcément par le *brain drain*. En termes de logique de puissance, l'influence européenne sera plus grande si elle attire les étudiants du voisinage. Enfin sur la bonne politique de

mobilité, je souscris à ce que tu as dit sur la bonne politique de mobilité avec suppression des visas. Cependant la libre-circulation et la libre-installation ne sont pas forcément jouables à long terme. Il faut insister sur l'identification des réseaux professionnels. Je m'adresse maintenant à vous Tristan, si vous pouviez nous aider à convaincre Eurostats, nous vous en serons très reconnaissants.

Jean-Louis Guigou : j'ai quatre idées. La première consiste à opposer le chaos médiatique à la robustesse des travaux que vous faites. Je vous félicite d'avoir réussi à rentrer en résistance. Vous êtes sur des sujets, des tendances. Je regrette qu'il n'y ait pas de députés ici, ils auraient appris beaucoup de choses. Pourquoi le monde politique a-t-il aussi peur ? Les patrons n'ont pas peur, le capital est malin. L'opinion évolue et le politique est plus lent que l'opinion. Vous qui êtes des chercheurs, des constructeurs de demain, vous devez vous poser la question : « comment convaincre les députés ? ». Moi-même j'ai des difficultés. La deuxième idée c'est la vision. Je crois beaucoup à la vertu des cartes, à la vertu de la vision. J'étais numéro 3 ou 4 de la DATAR quand Roger Brunet a fait sa banane bleue, et nous sommes restés dessus pendant quatre ans. Le député comprend. Plus c'est simple, plus il comprend. Je me suis dit qu'après la banane bleue on allait faire les quartiers d'orange, c'est d'ailleurs le titre de l'article du *Monde* de 2004. Si on veut me déstabiliser il faut m'attaquer là-dessus. L'Europe a commencé à se faire avec un noyau dur, le Benelux, des pays du centre de l'Europe. Le sud était sans intérêt. Mais la proximité de l'Europe et la proximité démocratique existent : Salazar est tombé en 1974, puis Franco, puis les colonels grecs, et quelques années plus tard, on dit à la Turquie « arrêtez vos coup d'Etat, vous allez rentrer dans l'Europe ». Le sud a donc été intégré très tôt à l'Europe. Et si la Tunisie après les élections nous disait : « dites donc les européens, j'ai tout fait le parcours initiatique, j'ai fait le passage à la démocratie, la séparation des pouvoirs. ». Mais allez un peu plus loin ! Tout le monde arabo-musulman est en train de changer. Demain ce sera l'Afrique sub-saharienne. Nous sommes sur une logique Europe-Méditerranée-Afrique. Une verticale. Je me permets de vous signaler que de l'autre côté, aux USA, Obama passe plus de temps avec ses coreligionnaires de couleur, mexicains, argentins, brésiliens, et quand ils se déplacent, il ne se passe rien, la solidarité joue. Pierre Beckouche nous a fait des cartes magnifiques de l'ASEAN qui commence au Japon et finit à la Nouvelle-Zélande. La réussite de la Chine c'est qu'elle a su travailler avec ses suds. La Russie de même fait cap au sud. Les africains en ont marre des chinois, ils nous attendent. Je crois à cette diagonale nord-sud. Les chefs d'entreprises sont de grands visionnaires. Nous faisons la statistique des entreprises françaises qui ont intégré l'IMA. Un chef d'entreprise très visionnaire de l'agroalimentaire est en train de faire de la première transformation en Picardie. Ça descend ensuite à Blida, en Algérie, et il fait de la transformation pour produire des couscous... Quand il a assez

de camions il descend avec une escorte de militaires à travers le Sahara, pour aller au Niger. Ils sont dans cette diagonale. Les scientifiques ont dit clairement que les trois secteurs dominants, les trois mamelles du développement des pays arabes et musulmans, c'est l'eau, l'énergie, et l'agriculture. Il y a un triptyque très fort. Si on pouvait faire un plan de développement sur les trois composantes, mon souhait à vous scientifiques est : « donnez-nous des munitions, des complémentarités, des synergies entre ces trois secteurs ». Dernière chose, c'est sur la diaspora. Nous sommes très intéressés par la diaspora. C'est une pépite marginalisée qui s'est fondue dans la foule. Ils sont tout à fait décidés à se lancer dans de la coproduction, à avoir un pied au nord et un pied au sud. Ils souffrent d'un problème. Il faut que vous aidiez ces politiques : un maghrébin biculturel qui veut aller en Asie ou au Maghreb souffre de l'absence de continuité des droits. Quelqu'un qui travaille chez nous paye des impôts, travaille, a une retraite mais s'il part travailler deux mois au Maroc il perd ses droits. Si vous faisiez sur les biculturels un travail pour les reconnaître comme des bijoux, si nous faisons un travail pour cette continuité des droits, nous participerons à la reconnaissance de ces populations qui ont trop souffert d'injustice.

Henri-Luc Thibault (DiMed) : Merci de me donner la parole après Jean-Louis, c'est toujours facile. J'ai beaucoup apprécié cette journée. Deux mots ont traversé notre journée : « carte » et « territoire ». Déjà quand j'étais au Plan Bleu et toujours aujourd'hui à la DiMed, la carte est quelque chose qui m'intéresse. Elle nourrit une démarche, elle nourrit une vision, et le projet que nous portons c'est un rapprochement des différentes rives de la Méditerranée pour essayer de construire un ensemble géopolitique plus intégré. Ambition ou lubie ? Les détracteurs de cette vision et de cette ambition sont nombreux. Nous ne manquons pas d'exemple sur ce qu'est ou ce que n'est pas la Méditerranée, ce que sont les pays de la Méditerranée, zones de bouleversement. Les exemples de construction régionale réussis ne sont pas légions que ce soit ceux autour d'un grand espace arabe ou autour d'autres espaces plus petits. On voit bien les difficultés. Il y a quelques efforts de réussite. Je me tourne vers Pascal Bergeret : treize Etats qui portent les projets agricoles et de recherche en agronomie, ce ne sont pas les quarante-trois ou quarante-quatre de l'Union Pour la Méditerranée mais quand même. Soyons honnêtes, ces exemples sont utiles, ils sont performants, mais ils sont encore insuffisants pour nourrir une grande ambition euroméditerranéenne. Pourquoi croire en une plus grande intégration ? Je crois qu'il y a un certain nombre de raisons qui plaident pour ça : les cartes démographiques que vous avez montré le montrent bien. Pour des raisons économiques cela fait sens de raisonner comme ceci. Les pays du sud de la Méditerranée et de l'est ont fait des efforts pour converger vers l'Europe. Globalement un marché ça pèse à l'échelle mondiale. Les sociétés aspirent à cela. Certaines présentent l'Europe comme un

épouvantail, mais la société civile veut construire des projets communs. Toute constellation de projet ne fait pas forcément système. L'UPM par exemple fait des projets mais n'est pas une construction politique. Les cartes, de ce point de vue-là peuvent nourrir l'ambition politique. J'ai beaucoup apprécié les cartes d'aujourd'hui, car leur centre se situe en mer Méditerranée. Quand je vois les cartes de la Méditerranée, elles présentent parfois une partie du littoral sud méditerranéen, mais jamais le sud des pays. Le cœur de l'euroméditerranée se situe parfois au cœur de l'Europe. La carte montre la mer Méditerranée dans son ensemble. Mais il y a la Mauritanie qui manque dans ces cartes : pays membre de l'UEM, membre de 5+5, mais pas intégrée à la politique de voisinage. Toutes les cartes sont aussi connotées. Le deuxième point est sur le « territoire ». On a beaucoup parlé de « territoire » en évitant bien de le définir. Le territoire européen c'est les NUTS, une entité administrative. Les espaces euroméditerranéens évoluent selon les thématiques. Lorsque ce matin Fadi Comair a parlé de l'eau, il a parlé des bassins versants, périmètres définis par les fleuves, territoires particuliers qui dessinent des thématiques, des contraintes, un certain nombre de projets et de modes de gouvernance. Les territoires, il faudra réfléchir à ce qu'on met derrière. En faisant attention aussi à ne pas mettre derrière les mêmes mots des réalités différentes. Une région au Maghreb et en Algérie on sait ce qu'est sa signification administrative, mais ce n'est pas son sens politique, économique. Je terminerais en mettant l'accent sur deux sujets. Je crois que la construction d'un ensemble géopolitique plus intégré entre l'Europe et la Méditerranée devra inmanquablement traiter en même temps mais de façon différenciée trois types d'exigences. La première va être de satisfaire les besoins essentiels des populations. En Méditerranée comme en Europe, les pays du sud sont de plus en plus dépendants des marchés internationaux et de l'Europe. Autre besoin essentiel, celui de l'eau. Oui, les ressources en eau sont inégalement réparties, il y a des bassins transfrontaliers ; pour satisfaire les besoins en eau il faudra inventer de nouveaux modes de gestion. L'énergie est un autre besoin essentiel. Jean-Louis considère qu'il faudra qu'on les traite de façon à satisfaire les besoins de tous. Quand je dis cela, au plan alimentaire aujourd'hui, un certain nombre de population est exposé à une vulnérabilité alimentaire ; regardez combien de personnes bénéficient de repas distribués par des associations. Deuxième exigence : gérer de façon collective un certain nombre de biens qui sont des biens communs. Par exemple l'eau de certaines rivières. Comment gère-t-on collectivement ? Quels sont les moyens dont on peut disposer ? La troisième exigence sera de faire converger les politiques macroéconomiques De ce point de vue-là, on voit bien la différence entre un ensemble méditerranéen très bien intégré et un ensemble moins bien intégré. On a essayé d'incarner cette ambition il y a quelques années par le lancement d'une initiative

d'Union Pour la Méditerranée, née dans des conditions qu'on peut contester, qui est aujourd'hui parfois dénigrée. Je crois qu'il faut qu'on regarde une réalité qui est un peu différente. Quarante-trois pays sont rassemblés : cela change la donne. Avec les moyens financiers dont elle dispose, l'UE va pouvoir intervenir clairement via son secrétariat général. Je suis de ceux qui croient encore à l'Union Pour la Méditerranée, et quelles que soient les critiques qu'on puisse y faire, le fait que l'Europe prenne en main cet espace, c'est l'occasion de faire un ensemble géopolitique.

Bahiya Amzil : quels sont les enjeux essentiels à mettre en avant afin d'instaurer un climat favorable aux échanges mais aussi des possibilités d'investissement durables dans la zone israélienne complexe ?

Claude Grasland : Je voudrais revenir sur un point dont on a parlé, notamment du fait de la production d'une vision. Après la chute du Mur de Berlin, se met en place un processus de réflexion, avec un texte qui met 10 ans à aboutir et plus de 20 ans après on a le schéma territorial. On a beaucoup parlé des cartes, mais très peu des données. Or les données sont essentielles à la production des cartes. Quand des pays commencent à coopérer la donnée constitue un premier échange symbolique. La deuxième phase c'est une phase de normalisation de la donnée. Il faut que chacun accepte l'effort de rendre les données comparables, interopérables. La construction du système de données est reflétée dans la mise en place d'Eurostats. Le défi avec ITAN est le même il faut que cet échange crée une amélioration des données. La donnée est une construction. Il est tout aussi utile et urgent de reconstituer les données locales passées précises de ces pays. Les cartes sont la partie immergée de l'iceberg.

Henry C. Reese (ENERGIE Franco-allemande/UDI) : Pouvez-vous dire quelque chose sur la thématique des villes ?

Salle : Puisqu'il y a une discussion sur une 2e phase du projet, je pense que la question du développement se pose, et de quel type de développement. Je pense qu'il faut sortir du débat classique d'alignement des politiques du Nord au Sud. Je pense que si vous posez la question du développement au Nord et au Sud, il faut le faire dans le cadre de la contrainte environnementale. Il est impossible de se dire qu'on peut dépasser ces contraintes. Au lieu de se dire qu'on va être limité dans son développement il faut plutôt le penser dans le cadre de l'innovation, à travers une chaîne de valeur à valoriser dans chaque secteur économique. Si jamais vous réussissez à orienter ainsi le débat, vous intéresserez le politique. La contrainte c'est aussi le financement.

Pascal Bergeret : L'agriculture est un sujet qui peut fédérer. On le voit bien au Cercle depuis 52 ans. On a des pays qui acceptent de parler agriculture, d'échanger des idées, de proposer des choix ensemble. Parmi les sujets qui peuvent constituer une amorce,

celui-là en est. Nous avons récemment fini un projet dans la conclusion duquel on s'est rendu compte qu'on avait trop mis l'accent sur les risques de la libéralisation. Les passions auraient dû se déchaîner sur la revitalisation des zones rurales, la stabilisation des zones rurales et les investissements à faire sur les infrastructures. Je souscris entièrement à ce qui a été dit sur les données. Un réseau de treize pays sur les échanges de céréales a été mis en place (Med Amin) qui consiste à mettre en commun les données sur la consommation pour constituer une vision commune de la sécurité alimentaire. On en est à l'étape du cadeau et de l'union symbolique et nous espérons franchir les étapes suivantes. La seconde chose, c'est *EMPAR*, dans le cadre de la dynamique de voisinage est et sud. Pour le sud il s'agit de mettre en œuvre un dialogue politique national qui fasse participer les pays individuellement d'abord, ensemble à un second niveau et enfin identifier des projets pilotes dans les zones rurales. Nous allons mettre l'accent sur la régionalisation. Nous avons besoin d'un ITAN 2 qui permette de mesurer l'effet de cette politique agricole au niveau des territoires. Pour les territoires, ce qui est important à mon avis ce n'est pas tant les limites mais les échanges et les dynamiques. En ce qui concerne les visas, nous vivons ça de manière très forte. Nous avons une contradiction entre la priorité à la coopération européenne et les difficultés d'étudiants doctorants à accéder à un visa pour des études.

Houda Allal : Sur les données dans le secteur de l'énergie, nous avons une base absolument détaillée, sur plusieurs types d'indicateurs. Ces données sont fiables. Tu (Pierre Beckouche) m'as interpellée sur trois points. Pour le GNL et son accroissement en Afrique du Nord ; ce n'est pas le cas. C'est fermé en Libye et en Algérie. Et ce n'est pas un choix. Suite à des problèmes divers, le gaz ne passait plus dans les gazoducs. Ce n'est pas une question de marché. L'Algérie souhaite donner la priorité au prix plutôt qu'au volume. Sur le gaz de schiste, vous dites que cela pourrait nuire aux énergies renouvelables. Non. On se rend compte qu'il va y avoir besoin d'importations de gaz quel que soit le scénario, que les gaz de schiste vont jouer un rôle mais ne vont pas jouer d'ici 2030. Tout en ne disant pas « il n'y en aura pas » (parce que vous le savez tous l'Algérie en passe, la Tunisie aussi). Sur le solaire, tu as fini par dire « c'est quand même un document qu'on envoie à la commission européenne ». Mais l'idée du sud pourvoyeur du nord, c'est fini. Mais je peux aller voir la commission européenne pour leur dire que nous pouvons coopérer : cela permettrait de réduire les tensions partout. Utilisons les ressources dont on dispose de manière intelligente, avec un champ de coopération important entre nord et sud. On fait en sorte qu'il y ait un accès. Faisons de l'interconnexion. Peut-être que l'électron passera du nord au Sud. On s'en fout de la couleur.

Serge Weber : Tu parlais Pierre (Beckouche) de ces enquêtes sur la politique migratoire. La question que tu poses est intéressante parce que c'est celle qu'on a entendue en 1989, en 2004 et en 2007 avec les différents élargissements. A aucun moment cette invasion n'a eu lieu. Je doute fort qu'une invasion du sud arrive. Comme ces ouvertures ouvrent des possibilités, la circulation se remet tout de suite en place. On peut avoir un pied ici et un autre là-bas. Il y a nécessairement des choses qui se passent dans le pays de départ, qui font qu'on va rester où on est ou qu'on va rentrer. Quand on parle de développement c'est impératif : cela change les perspectives car les choix de retour seront libres. Pourquoi est-ce que ceux qui viendraient du sud crisperaient plus que ceux qui viendraient de l'est ? C'est parce que la discrimination raciale qu'ils subissent en France est plus forte. Je ne sais pas de quelle manière elle peut être abordée dans la coopération européenne, mais elle est importante sur le plan culturel. Cette question des visas, notamment des doctorants qui ont du mal à avoir des visas pour leur thèse en France, reflète toute la complexité de ces visas.

Tristan-Antoine Mocilnikar : C'est très intéressant de documenter scientifiquement la question des migrations, mais en même temps, c'est aussi intéressant de voir comment on peut organiser des migrations un peu plus raisonnables. On a des catégories aussi où les visas sont presque automatiques selon les catégories de population.

Pierre Beckouche : Merci à tous. C'est le genre de journée que j'adore. C'est merveilleux. C'est encore plus beau quand tout cela se transforme en action, et c'est le rôle des pouvoirs publics.

Remerciements

Un grand merci à Léonie Guilbert, Laurianne Hervé, Charlotte Montesinos-Chevaley, qui ont retranscrit les propos des intervenants.

